

PLUSIEURS IMPORTATEURS SE RECONVERTISSENT EN PRODUCTEURS

## L'Algérie, une plateforme d'exportation

L'Algérie affiche ses ambitions et tend à devenir une plateforme d'exportation de divers produits. Les mesures protectionnistes prises depuis 2021 donnent ses fruits. Un nombre important d'importateurs se sont convertis en investisseur et en producteur en local.

P 3



### Chronique Eco

**La décision de l'UE d'arrêter la production et l'usage du moteur thermique en 2035**

P 16

Formation et Enseignement professionnels

**Adapter la formation aux spécificités de chaque région**

Une nouvelle carte de formation est en cours d'élaboration par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Des directives claires ont été données, à cet effet, par le ministre du secteur, en l'occurrence, Yacine Merabi, aux directeurs de la formation professionnelle.

P 2

Association des céramistes algériens (ACA)

**«Nous tablons sur l'exportation de 60 millions d'euros en 2023 »**

La filière céramique qui compte une cinquantaine d'usines réparties sur l'ensemble du territoire national, avec une production importante et de qualité atteignant en quantité les 700 millions m<sup>2</sup>, a réalisé un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros à l'export en 2022.

P 4

Agriculture

**Nécessaire de passer à l'irrigation intelligente**

Le manque de pluviométrie durant ce mois d'avril pourrait perturber sérieusement l'année agricole en cours. L'impact sera sensible sur les rendements notamment pour les céréalicultures, préviennent les spécialistes.

P 5

### Erratum

Une erreur s'est glissée dans notre dernière édition, portant numéro 101 au lieu de 102. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs et nos partenaires.

« Huawei ICT compétition »

**Cinq équipes Algériennes en finale mondiale**

P 2

Algerian Qatari Steel  
**Exportation 320 000 tonnes de fer**

P 3

Exportation de l'électricité vers l'Europe  
**Préparatifs et études en cours**

P 16

FORMATION ET ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS

# Adapter la formation aux spécificités de chaque région

Une nouvelle de carte de formation est en cours d'élaboration par le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Des directives claires ont été données, à cet effet, par le ministre du secteur, en l'occurrence, Yacine Merabi, aux directeurs de la formation professionnelle.

Par Slimane T

« HUAWEI ICT COMPÉTITION »

## Cinq équipes Algériennes en finale mondiale

Cinq équipes Algériennes (Network, Cloud and computing) ont remporté la finale régionale (Afrique franco-phonie qui contient 28 pays) de la Huawei ICT Compétition pour la quatrième fois consécutive.

Après la victoire de deux équipes l'année passée, cette année l'Algérie va compter cinq équipes, qui vont participer, à la finale mondiale de la Huawei ICT Compétitions qui se tiendra en mois de juin prochain en Chine. Après la finale nationale de la compétition des TIC de Huawei qui s'est déroulée en mois de décembre de l'année écoulée, il a été question de passer à la deuxième étape, où ces cinq équipes ont pris part, à la finale de la compétition régionale de Huawei qui a eu lieu via visioconférence, confrontant 50 équipes venant 28 pays du continent Africain. Ainsi, les cinq équipes ont eu la première place, ce qui leur permettra d'aller représenter l'Algérie à la finale mondiale qui se tiendra en Chine en mois de juin prochain.

Sous le patronage du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, Huawei Algérie a organisé la quatrième édition du concours mondial « Huawei ICT Compétition » pour la saison 2022-2023.

Durant cette édition 1700 étudiantes et étudiants issus de 25 universitaires et instituts du secteur de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique ainsi que de la Poste et des télécommunications ont pris part. A rappeler que cette compétition a été lancée depuis le mois de septembre, où des équipes de Huawei Algérie avaient sillonné plus de 30 universités à travers les différentes régions du pays.

La compétition a déjà suscité un fort engouement pour les inscriptions de la part des étudiants. D'ailleurs plus de 3000 étudiants se sont inscrits à cette compétition dont plus de 1000 ont passé l'examen préliminaire et 130 ont été retenus pour la finale nationale.

R.E.

**E**n effet, les formations proposées et offertes par les différents établissements et centres doivent être adaptées aux spécificités de chaque région.

Dans une déclaration à la presse faite au terme de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Jijel, à l'institut national spécialisé dans la formation professionnelle "Bouhris Abdelmadjid" de la commune de Taher, M. Merabi a affirmé que les directeurs de la formation professionnelle «devront proposer des formations

adaptées aux spécificités de leurs régions respectives».

Il a ajouté que le secteur de la formation professionnelle dans la wilaya de Jijel, à titre d'exemple, une wilaya touristique qui abrite également un pôle industriel important, la zone industrielle de Bellara et le port de Djendjen, doit offrir des formations en rapport avec ces réalités, des formations en pêche maritime, réparation des chalutiers, soudure sous-marine, services liés au secteur du tourisme et autres.

Le ministre a mis en exergue l'importance de la formation dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, qui revêtent un caractère stratégique pour les pouvoirs publics, en tant que l'une des alternatives

du développement économique.

Répondant à la demande des autorités locales de postes de formation supplémentaires dans les communes dépourvues de centres de formation, M. Merabi a donné son accord de principe pour la construction d'un centre de formation professionnelle pour chaque ensemble de trois communes au moins.

M. Yacine Merabi a présidé auparavant, la cérémonie de signature de conventions entre le secteur de la Formation et de l'Enseignement professionnels et le groupe Algéro-Qatari de la sidérurgie, ainsi qu'avec le port de Djendjen.

### SITE DES 6.500 LOGEMENTS AADL DE "HAOUCH ERRIH"

## Le ministre de l'Habitat ordonne l'accélération des travaux

**L**e ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a insisté, mardi, lors de sa visite du site des 6.500 logements AADL de "Haouch Errih", sur les hauteurs de Sefsaf à Meftah (Est de Blida), sur la nécessité d'accélérer la cadence des travaux et de réduire la durée de réalisation des différents équipements publics programmés sur site, a indiqué un communiqué du ministère de l'Habitat.

Selon le même document, le ministre a ordonné lors de son inspection des travaux d'aménagement externes du site, en compagnie du wali Ahmed Mabed, d'accélérer la cadence des travaux", notamment concernant l'ouverture de pistes supplémentaires pour faciliter les mouvements au sein du chantier, de même que les travaux de réalisation des murs de soutènement, dont le taux d'avancement est de près de 25%.

S'adressant aux entreprises réalisatrices, le ministre a insisté sur la nécessité d'une "coordination" entre elles, pour qu'elles puissent achever les travaux simultanément, tout en adoptant le système de travail 3x8 (trois équipes différentes se relayant sur le

même poste pour une durée de 8 heures chacune).

"L'achèvement des murs de soutènement permettra d'accélérer la réalisation des travaux primaires et secondaires", a-t-il ajouté. Ce chantier englobe trois écoles primaires, un CEM, un lycée, une polyclinique, et un siège de sureté urbaine, selon l'exposé présenté par le directeur local des équipements publics. Toujours selon le même communiqué du ministère de l'Habitat, M. Belaribi a recommandé aux services concernés la réalisation d'un autre CEM. Il a, en outre, fixé à "fin du mois de mai au plus tard, le lancement des travaux de quatre équipements publics et la fin juin prochain pour le coup d'envoi des travaux des équipements publics restants".

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville a, également, instruit les responsables en charge des travaux de l'impératif de la réduction des délais de réalisation à 10 mois pour le lycée, 8 mois pour la polyclinique et le CEM et 6 mois pour les trois écoles primaires.

La même source a précisé que M. Belaribi a recommandé au directeur général de l'Agence nationale de l'amélioration et

du développement du logement (AADL) d'affecter des locaux pour les services postaux et la Sonelgaz, pour une annexe communale et des sièges pour les ressources en eau et Algérie Télécom.

Le communiqué du ministère

de l'Habitat a souligné la "poursuite des travaux" et "la coordination des efforts avec l'entreprise Sonelgaz", au même titre que les raccordements aux réseaux d'eau potable.

R.E.

### GRÈVE DES CONTRÔLEURS AÉRIENS EN FRANCE

## 2 morts et 142 L'Aviation civile demande d'annuler 20% des vols dans trois aéroports jeudi

**L**a Direction générale de l'aviation civile française (DGAC) a demandé aux compagnies aériennes de renoncer à 20% de leurs vols jeudi dans les aéroports de Nantes, Bordeaux et Toulouse, en raison d'une journée de grève contre la réforme des retraites.

Les aéroports d'Orly et Roissy, les plus fréquentés de France, ne sont pas concernés par les conséquences de la participation des contrôleurs aériens au mouvement, selon le communiqué diffusé mardi par la DGAC.

L'ampleur de ces annulations préventives s'avère légèrement inférieure à celles de la précédente journée de mobilisation, le 6 avril, quand quatre plateformes de région avaient été touchées. Ces suppressions d'une partie des programmes de vols au départ et à l'arrivée permettent de les mettre en adéquation avec le nombre de contrôleurs aériens à leur poste et donc d'éviter des perturbations encore plus importantes.

En dépit de ces mesures, "des perturbations et des retards sont néanmoins à prévoir" jeudi, a souligné la DGAC dans son communiqué. Outre les aéroports, des perturbations pourront concerner certains centres en route de la navigation aérienne (CRNA), qui guident les avions survolant le territoire français. Etant donné la position géographique de la France, ces grèves ont des effets en cascade sur l'ensemble du trafic aérien européen, ce qui hérisse de nombreux transporteurs étrangers contraints d'annuler ou de retarder des vols.

Quotidien économique

**Les Enjeux**  
Eco

Edité par la  
SARL

Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant

**Belmihoub  
Abdelaziz**

Directeur de  
publication

**Radji Zahir**

Siège social

30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine  
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction

03, Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said, Casbah  
email: lesenjeuxeco@gmail.com  
ccb : BDL 005

00170000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:  
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER: PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur  
Tél. : (021) 73.76.78 - 73.71.28 - 73.30.43  
Fax : (021) 73.95.59 (021) 73.99.19

## PLUSIEURS IMPORTATEURS SE RECONVERTISSENT EN PRODUCTEURS

# L'Algérie, une plateforme d'exportation

L'Algérie affiche ses ambitions et tend à devenir une plateforme d'exportation de divers produits. Les mesures protectionnistes prises depuis 2021 donnent ses fruits. Un nombre important d'importateurs se sont convertis en investisseur et en producteur en local.

Par Zahir R.

**S**elon un responsable à l'Agence nationale de promotion du Commerce extérieur (Algex), « plusieurs importateurs activant le chapitre de "franchise" sont en discussion avec des sociétés mère et fournisseurs afin de se délocaliser et de produire en Algérie ».

Dans le domaine du textile, déjà quatre marques internationales seront implantées dans notre pays et 16 autres sont en pourparlers avancés avec leurs représentants ici en Algérie et devraient adhérer à ce processus d'investissement.

L'amélioration du climat des affaires et les avantages apportés par la nouvelle loi sur l'investissement sont derrière cet intérêt particulier à venir s'installer et produire en Algérie. Ajoutant à cela, il y a également les mesures de protections de la production nationale et l'encadrement du commerce extérieur, ayant donné un coup de

fouet pour la reconversion des activités en passant d'opérateur importateur au statut de producteur.

Certes ces mesures ne sont pas passées inaperçues, en causant des perturbations sur le marché et flambée des prix, reconnu-t-il, le chargé de la gestion de l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex), Abdelatif El-Houari, mais elles ont donné des résultats positifs en matière d'investissement et création d'emplois.

Pour illustrer ses propos, l'intervenant a cité l'exemple du secteur des matériaux de construction. « Grâce aux mesures protectionnistes, nous avons passé d'un statut d'un pays importateur à un pays exportateur dans le ciment et acier et autres », rappelle-t-il, en affirmant que ces investissements seront bénéfiques pour le pays en matière de création d'emploi, de la richesse et de la valeur ajoutée.

En clair, la démarche des pouvoirs publics c'est de répondre aux besoins du marché local en divers produits et de s'orienter progressivement vers l'export, notamment vers l'Afrique. « L'Algérie tend à devenir une plateforme pour l'exportation des pro-

duits marques internationales fabriquées localement », a précisé le même responsable qui s'exprimait hier sur les ondes de la « Chaîne 1 ». Selon Abdelatif El-Houari, l'entrée en production de ces marques incitera les entreprises locales à un esprit de compétitivité, compte tenu de la grande expérience dont disposent ces entreprises au niveau international, notamment en termes de marketing, de conception et d'exportation.

A cet égard, il a tenu à souligner que la marque « Décathlon » a entamé la phase de production en Algérie ou elle commercialisera 18 produits sous le label « Made in Algeria » avant de porter la gamme de production « à plus de 80 articles avant la fin de l'année » en plus d'autres articles, notamment vestimentaires, chaussures et sacs de différents types et couleurs.

Par ailleurs, l'une de ces marques deviendra, avant la fin de l'année, une « plateforme d'exportation de ses produits vers les pays et capitales européennes », ainsi que plusieurs enseignes en quête d'un produit fabriqué en Algérie.

### ALGERIAN QATARI STEEL

## Exportation 320 000 tonnes de fer

Le complexe sidérurgique Algerian Qatari Steel (AQS) de la zone industrielle de Bellara à El Milia (Jijel) dresse son bilan pour ce premier trimestre de 2023. En effet, selon les chiffres présentés par le directeur général adjoint de l'entreprise, 320 000 tonnes de produits sidérurgiques ont été exportées au cours du premier trimestre de cette année, contre 100 000 tonnes d'exportations au cours de la même période l'année dernière 2022. Ces quantités représentent une valeur de 200 millions de dollars, affirme Sofiane Chaib Setti, dans une déclaration à l'APS.

Alors que durant l'année 2022, les exportations se sont limitées à 240 000 tonnes pour une valeur marchande de 160 millions de dollars américains, selon le même responsable qui a souligné que « malgré le jeune âge de l'entreprise, que ce soit dans le domaine de la production ou de l'exportation, elle a pu grâce à ses cadres imposer le produit algérien sur les marchés mondiaux », toute rappelant que « ces opérations d'exportation s'inscrivent dans le cadre de la politique générale des hautes autorités du pays visant à diversifier les exportations et sortir de la dépendance aux hydrocarbures ». Le même responsable a rappelé que le complexe sidérurgique « Algerian Qatari Steel » a obtenu en février dernier le

certificat de conformité de ses nouveaux produits, rond à béton et fil tréfilé, de l'organisme britannique d'homologation des produits sidérurgiques dans le monde (Cares Steel Certification, UK) ce qui ouvre les marchés internationaux à l'entreprise.

Entrée en production en 2019, le complexe sidérurgique de Bellara produit désormais pour des pays européens, africains, d'autres d'Asie et d'Amérique. L'entreprise compte augmenter la production de l'usine en procédant notamment à son extension. Actuellement, le complexe sidérurgique s'étale sur une superficie de 216 ha. Avec l'aboutissement de ce projet d'extension de l'usine, la production du complexe sidérurgique de Bellara devrait doubler, en passant de 2 millions à 4 millions de tonnes annuellement.

Fruit d'un partenariat d'investissement entre l'Algérie et le Qatar, Algerian Qatari Steel est détenue à 49% par Qatar Steel International (QSI), à 46% par le Groupe industriel Sider et à 5% par le Fonds national d'investissement (FNI).

S T.

### SALON NATIONAL DES TEXTILES

## Des produits algériens exportables vers l'Afrique

**L**e textile s'inscrit désormais comme un secteur prometteur dans l'exportation hors hydrocarbure. Les entreprises activant dans ce métier ont enregistré un volume des ventes de 32 millions de dollars l'année dernière et ambitionnent de faire davantage. Avec un chiffre d'affaires en hausse de 40%, et un taux d'intégration pour la filiale de cuir de 85%, les opérateurs dans le textile ambitionnent, à travers leur production, à réduire la facture d'importation de ce secteur.

« Le taux d'intégration peut atteindre le taux des 85%, car nous avons une

stratégie de pénétrer le marché africain à travers les mécanismes et dispositifs mis en place par l'Etat, à l'instar du troc, et tout mécanisme pouvant nous aider à développer la matière première, se substituer à l'importation et être plus efficace et agressif à l'exportation », a déclaré le P-dg de Getex, Tewfik Berkani, au micro de la Chaîne 3 de la Radio algérienne. Dans cette optique, la production algérienne, avec un rapport qualité/prix, s'affiche volontiers comme l'entreprise Oraximas spécialisée dans la literie et dont l'ambition est de satisfaire le consommateur al-

gérien et l'économie nationale. « Ce matelas, de fabrication locale, est de dernière technologie. Il est destiné beaucoup plus pour les personnes qui ont des maladies », explique la gérante, Assia Hedjaidji, présente au salon des textiles ouvert dimanche au palais des expositions, Safex, ajoutant que « ce produit est moins cher et conforme à celui d'importation. » Il en est de même que pour le cuir algérien, ces matelas sont également exportables vers le marché africain, a fait savoir Mme Hedjaidji.

R E.

### AGENCE ALGÉRIENNE DE PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

## Prendre en charge des requêtes des investisseurs

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a tenu, avant-hier, une séance de travail avec le médiateur de la République, lors de laquelle ont été abordées les mesures prises pour accompagner les investisseurs et accélérer l'entrée de leurs projets en exploitation.

Lors d'une séance de travail avec le médiateur de la République, Madjid Ammour, tenue au siège de l'agence, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, a évoqué les conclusions des différentes rencontres organisées avec les investisseurs dans plusieurs wilayas du pays, ainsi que la coordination avec les secteurs ministériels et les autorités locales, en vue d'élaborer des plans d'investissements locaux.

M. Rekkache a réaffirmé l'engagement de l'agence à prendre en charge au mieux les investisseurs et les porteurs de projets, et à répondre à leurs préoccupations et leurs requêtes dans les délais impartis, et ce dans « le cadre de la transparence et du principe d'égalité de traitement ». Il a également passé en revue « la nouvelle approche » fondée sur la relance du rôle de l'AAPI dans l'accompagnement de l'investisseur dans tous les cycles de vie du projet, et le suivi continu de la mise en œuvre des engagements pris par l'investisseur, « notamment par rapport au nombre de postes d'emploi créés et à la quantité des services ». « Il est attendu, après ces facilitations, soutien, accompagnement et incitations fiscales et parafiscales, l'augmentation de la production et de la valeur ajoutée à l'économie et la création de plus de postes d'emploi permanents », a-t-il souligné. Pour sa part, le Médiateur de la République a indiqué que l'accompagnement des investisseurs « nécessite le renforcement de l'action commune en vue d'améliorer le climat des affaires », relevant que l'année 2022 a vu la levée d'obstacle sur plus de 900 projets ayant contribué à la création de près de 50.000 postes d'emploi. À ce propos, M. Ammour a proposé « la mise en place d'un mécanisme commun de suivi des projets entre son organe et l'Agence », en vue de réduire les délais des doléances et de garantir « un service meilleur et un bon accompagnement » à l'investisseur, pour concrétiser son projet. Les deux parties ont convenu de réduire le délai de traitement des doléances des investisseurs et à créer une fenêtre sur le site web de l'Agence, pour orienter les investisseurs vers le Médiateur de la République au cas où leurs doléances concernent des organes autres que l'Agence.

Par ailleurs, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré, du 20 octobre 2022 au 31 mars 2023, quelque 436 projets d'investissement ayant bénéficié de prorogation exceptionnelle de la décision d'octroi d'avantages durant la réalisation du projet. Ces projets devront créer 22.992 emplois permanents, selon les statistiques données lors de la rencontre. Quelque 217 projets ont bénéficié une seule fois de la prolongation, 124 projets (2 fois), 42 projets (3 fois), 31 projets (4 fois), 10 projets (5 fois), 8 projet (6 fois), 3 projets (7 fois) et un seul projet (10 fois). Le portefeuille des investissements enregistrés dans le cadre des lois précédentes sur l'investissement a atteint 8.392 dossiers de projets, dont 5.539 projets en cours de réalisation.

R E.

Agence

## ASSOCIATION DES CÉRAMISTES ALGÉRIENS (ACA) «Nous tablons sur l'exportation de 60 millions d'euros en 2023»

La filière céramique qui compte une cinquantaine d'usines réparties sur l'ensemble du territoire national, avec une production importante et de qualité atteignant en quantité les 700 millions m<sup>2</sup>, a réalisé un chiffre d'affaires de 30 millions d'euros à l'export en 2022.

Par Sirine R

C'est ce que le président de l'Association des céramistes Algériens (ACA), Moncef Boudierba a déclaré, en indiquant que l'objectif pour 2023, c'est de doubler ce montant, réalisé l'année précédente, et d'atteindre les 60 millions d'euros. Pour cela, les céramistes algériens sont à la recherche de nouveaux débouchés à l'international, notamment en Afrique. En effet, après avoir gagné la bataille de l'autosuffisance sur le marché local, les céramistes algériens partent à la conquête des marchés en Afrique. « Aujourd'hui, nous avons fait de très belles percées dans le marché africain », affirme-t-il, en soulignant que la céramique algérienne a déjà pénétré le marché mauritanien, sénégalais et de la Côte d'Ivoire et se prépare également à conquérir le marché éthiopien.

« Nous avons atteints les exigences requises sur le plan international. Maîtrise totale de la qualité, nos équipements sont de dernières gé-

nération. Nous pouvons exporter jusqu'à 300 millions m<sup>2</sup> de céramique facilement. Il suffit juste de mettre les conditions nécessaires », dit-il.

Dans ce cadre, l'intervenant a précisé que l'exportateur algérien a besoin d'un accompagnement adéquat de la part des pouvoirs publics, notamment en matière de la logistique et surtout par un soutien financier et bancaire. Des décisions politiques ont été prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, afin d'y remédier à cette situation, en procédant à l'ouverture de deux banques en Afrique au courant de 2023 (Sénégal et Mauritanie) et également l'ouverture d'une ligne maritime direct reliant l'Algérie les deux derniers pays. En clair, les choses s'accélèrent et l'Algérie est appelée à jouer un rôle important dans la carte industrielle africaine.

Sur ce point, le président de l'association des céramistes a indiqué qu'il « il ya une volonté politique du gouvernement pour l'accompagnement de toutes les industries et opérateurs

pour la conquête du marché africain. Mais, les choses ne se misent pas sur le terrain rapidement! »

Pour Boudierba, « nous devons impérativement accélérer la cadence des réformes financière et bancaire pour s'imposer sur le marché. Nous avons en face des concurrents solides, à savoir les chinois et Turcs. Certes, nous sommes arrivés un peu en retard par rapport à ces deux pays qui possèdent un réseau bancaire et un réseau de transport dense, mais nous sommes concurrents et on doit s'inspirer de leur expérience ».

Et de préciser : « On ne pourra jamais avoir notre place sur le marché africain sans un réseau bancaire. Nous devons profiter de l'expérience de nos concurrents pour bien faire ».

Affirmant que le produit de la céramique est trop demandé sur le marché africain, le même intervenant a appelé l'accélération de l'opération d'ouverture de banques à l'étranger qui sont un gage supplémentaire pour la réussite de l'exportation.

« Vendre en Afrique c'est dif-

ficile, puisque le risque de non paiement est élevé. C'est pour cela, nous en tant qu'opérateurs insistons sur l'obligation d'avoir un réseau bancaire propre à nous », souligne-t-il.

Dans le domaine de la logistique, le président de l'ACA a estimé que l'Algérie est appelée à lancer un vaste programme de modernisation de son outil de transport. En effet, le développement du fret maritime et aérien s'impose pour la promotion de nos exportations, dira-t-il, en affirmant que le transport terrestre n'est pas adéquat pour l'exportation de la céramique. « Il y a un effort à faire en matière de la logistique. Je lance un appel aux pouvoirs publics afin d'investir dans le transport maritime et aérien. Il faut mettre le paquet pour la création d'entreprises spécialisées. L'ouverture de l'investissement au privé dans le fret maritime et aérien est une bonne chose et répercuta positivement sur l'opération d'exportation en matière de prix et délais », conclut-il.

CPA

### Ouverture d'un espace de services digitaux à Bab Ezzouar

Le Crédit Populaire d'Algérie (CPA) a procédé à l'inauguration de son troisième espace digital en libre-service, dans le cadre de la dématérialisation et l'amélioration des services de cette banque publique.

La cérémonie d'inauguration s'est déroulée mardi soir à la Cité 5 juillet près de l'agence de la banque à Bab Ezzouar, en présence du DG du CPA, Ali Kadi, du président du Conseil d'administration, Abdelkrim Mahtali, et de nombreux cadres.

Dans une déclaration à l'occasion, M. Kadri a indiqué que cette démarche intervenait dans le cadre de la stratégie de modernisation engagée par la banque, à travers l'implémentation de nombreux projets structurants tels que le développement de l'activité monétique et le système d'information de la banque.

"Cela s'inscrit ainsi en droite ligne avec les orientations des pouvoirs publics, visant la digitalisation des établissements financiers et des banques", a souligné M. Kadri, relevant que cette banque publique entend atteindre 20 espaces de services digitaux à la fin du premier semestre 2023.

Le DG du CPA a mis en exergue l'importance de cet espace qui facilitera aux clients l'utilisation des services bancaires, désormais fournis dans des espaces sécurisés et ouverts 7/7 et 24h/24. Cet espace digital est doté de deux bornes tactiles connectées, permettant à la clientèle la consultation des comptes, l'accès à l'application e-banking et à l'ensemble des services qu'elle propose, les opérations de virements de compte.

Il permet également d'effectuer des opérations de paiement en ligne telles que le règlement des redevances locatives (AADL) ainsi que le paiement des factures et autres prestations auprès des web-marchands.

Deux autres automates sont disponibles au niveau de cet espace dont un distributeur automatique de billets (DAB) ainsi qu'un guichet automatique bancaire (GAB) qui permettent aux porteurs de cartes CIB et Edahabia de procéder aux opérations de retrait et de consultation de solde.

Les responsables de cette banque publique ont procédé au terme du lancement de l'espace digital à l'inauguration du nouveau siège de la section des affaires internationales du CPA, sis au niveau de la même agence.

M. Kadri s'est félicité, dans ce cadre, du rendu de la réhabilitation du siège, engagée pour fournir aux clients un meilleur accueil et aux personnels les conditions optimales pour l'accomplissement de leurs missions.

### Les BRICS en quête d'un contre-pouvoir au G20

De plus en plus de pays manifestent leur intérêt de rejoindre ce que l'on a coutume d'appeler le groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). L'Arabie saoudite, le Mexique, le Nigeria, le Venezuela et... l'Iran ont fait part de leurs intentions. Même l'Argentine, qui a participé en tant qu'observateur au dernier sommet virtuel des BRICS, organisé en juin dernier par la Chine, ne cache pas ses ambitions d'adhésion. Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, avait bien évoqué l'idée d'un « élargissement du forum à des pays comme l'Argentine ou le Pakistan. La Chine a invité le Kazakhstan, l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, l'Indonésie, le Nigeria, le Sénégal, les Emirats arabes unis et la Thaïlande à rejoindre le dialogue BRICS ».

Tout semble indiquer que le forum du G20, au sein duquel le poids des pays industrialisés est prépondérant, va être concurrencé par cette nouvelle enceinte. La volonté de Vladimir Poutine, isolé sur la scène internationale, de contrer l'hégémonie occidentale, se heurte cependant à une dure réalité. Si les BRICS représentent 41 % de la po-

pulation mondiale, 24 % du PIB et 16 % du commerce mondial, ils restent un club hétéroclite aux ambitions divergentes.

Directeur de recherche à l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris), Christophe Ventura, lors d'un séminaire organisé la semaine dernière, a jugé que « les BRICS sont un objet non identifié arrivé tardivement, en 2009, et qui est en train de se reconfigurer du fait de la guerre en Ukraine ». Mais à ses yeux, ce groupe n'a pas réussi à remplacer l'hégémonie des États-Unis, même si celle-ci s'est effritée. « Les BRICS n'ont pas de projet de substitution au système en vigueur actuellement », juge-t-il.

#### Asymétrie économique

Si l'on regarde la structure des échanges au sein de ce groupe, ce qui frappe c'est leur asymétrie. « Si la Chine s'est imposée comme le premier partenaire des BRICS, l'inverse n'est pas encore vérifié. L'Afrique du Sud, le Brésil, l'Inde et la Russie restent ainsi des partenaires marginaux pour la Chine, qui a de surcroît avec eux une relation de fournisseur peu diversifiée, centrée autour d'une ou deux matières premières », notait au printemps der-

nier, dans une note de recherche, Sophie Wieviorka, économiste Asie au Crédit Agricole. « Le PIB de la Chine est supérieur au PIB combiné des quatre autres pays », observait pour sa part Valérie Niquet, maître de recherches à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS) lors du séminaire de l'Iris.

Cette asymétrie se retrouve dans la sphère financière. Si la Chine avait plaidé pour la création de nouvelles institutions internationales, ces institutions ont en réalité surtout servi les intérêts chinois. « La Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, ou la Nouvelle banque de développement, des banques pilotées depuis leur siège officiel de Pékin ou Shanghai qui se voulaient les concurrentes plus rapides, plus efficaces que la Banque mondiale ou la Banque asiatique de développement, ont pour l'instant échoué à rivaliser en termes d'approbation et de décaissements », observe-t-elle. « En lançant en 2013 son projet des nouvelles routes de la soie, la Chine a prouvé que les BRICS n'étaient plus leur priorité », assure Valérie Niquet.

Source : lesechos.fr

## EXPORTATION DE L'ÉLECTRICITÉ VERS L'EUROPE

# Préparatifs et études en cours

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné, avant-hier mardi à El Bayadh, que les préparatifs et études sont en cours pour l'exportation de l'énergie électrique par voie maritime vers l'Europe.

Par R E

En marge de l'inauguration de la station mobile de production de l'électricité via le gaz (20 mégawatts) dans la zone agricole "Dhayat El Bagra" dans la commune de Brizina, le ministre a déclaré à la presse que "l'Algérie est devenue un pôle majeur dans la production de l'électricité, avec 25.000 mégawatts produits, ce qui en fait un des pays leaders au bassin méditerranéen dans la production d'électricité". Il a indiqué que "des préparatifs, des études et des démarches sont en cours avec des partenaires européens pour l'exportation de l'électricité vers l'Europe et faire de cette opération une réussite". "L'énergie électrique destinée à l'exportation vers l'Europe sera produite par le gaz naturel mais également par les futures centrales solaires, qui joueront un rôle important dans l'exportation d'énergie propre vers l'Europe", a-t-il dit. Dans un autre contexte, s'agissant du projet du gazoduc provenant du Nigeria, passant par le Niger et l'Algérie pour atteindre l'Europe, M. Arkab a souligné que les études concernant cette ligne est "à un stade très avancé", faisant observer que

seulement 1.800 sur 4.000 kilomètres restent à réaliser de cette ligne, répartie entre les trois pays.

«La concrétisation de cet important oléoduc constituera un élément majeur de la coopération entre les pays africains dans le domaine de l'énergie», a estimé le ministre de l'énergie et des mines.

Par ailleurs, il a indiqué que des opérations d'exploration gazière dans les eaux territoriales algériennes du bassin méditerranéen sont en cours et sont prises en charge par Sonatrach, dans le cadre du programme de développement du groupe, en coordination avec des partenaires étrangers.

Lors de sa visite à El Bayadh, le ministre a inspecté, dans la zone agricole "Dhayat El Bagra" dans la commune de Brizina, la station mobile de production de l'électricité à travers le gaz (20 mégawatts), réalisée par Sonelgaz pour un coût global de plus de 232 millions DA.

Grâce à cette station, la couverture des zones agricoles de Brizina seront assurées, notamment le périmètre agricole de la région dont la superficie totale dépasse 200.000 hectares, selon les explications recueillies sur place.

Le ministre a souligné que cette station «réalisée en un temps court par des com-

pétences algériennes, devra donner un grand service à l'extension agricole de la région, et par la même assurer son développement».

Mohamed Arkab a ajouté que cet acquis constituera «une pierre angulaire» pour la réalisation d'autres stations de production d'électricité à travers des turbines et de l'énergie solaire destinée au secteur agricole dans d'autres wilayas du pays.

Pour sa part, le président directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjal, a souligné, en marge de la visite, que le nombre total des exploitations agricoles recensées jusqu'à présent pour le raccordement au réseau d'électricité à travers le pays est estimé à 62.000 exploitations qui seront raccordées, et que ce nombre devra augmenter.

Jusqu'à présent, 31.000 exploitations ont été raccordées au réseau d'électricité agricole à travers le pays et il est prévu que 48.000 exploitations seront raccordées à ce réseau avant la fin de cette année, en attendant l'achèvement avant la fin du semestre en cours du raccordement de 36 zones industrielles aux réseaux d'électricité et du gaz, a-t-il ajouté.

### PROJET DE LOI SUR LA MONNAIE ET LE CRÉDIT

## Plus de 30 amendements introduits avant l'adoption du texte

Les députés de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, mardi, à l'unanimité le projet de loi sur la monnaie et le crédit, avec l'introduction de plus de 30 amendements, portant principalement sur le renforcement de la finance islamique et la prolongation de la durée du mandat du gouverneur de la Banque d'Algérie et des vice-gouverneurs pour parvenir à la stabilité de la Banque d'Algérie.

L'adoption s'est déroulée lors d'une séance plénière présidée par le président de l'APN, M. Ibrahim Boughali, en présence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, et de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar.

Selon le rapport complémentaire de la Commission des finances et du budget de l'APN sur le projet de loi sur la monnaie et le crédit, les propositions des députés ont porté lors du débat général sur "le renforcement de la finance islamique et la prolonga-

tion de la durée du mandat du gouverneur de la Banque d'Algérie et des vice-gouverneurs en vue d'assurer la stabilité de la Banque d'Algérie", soulignant que le nombre des propositions d'amendements soumises est de 58 amendements portant sur les dispositions du projet de loi et d'autres propositions.

A cet égard, la commission a précisé qu'après avoir examiné le contenu des amendements proposés, "il a été proposé l'amendement de certaines dispositions du projet de loi et l'introduction de nouvelles dispositions dont l'introduction d'un nouvel article 13 bis qui prévoit la prestation de serment par le gouverneur de la Banque d'Algérie et ses vice-gouverneurs.

Selon le rapport, 13 amendements proposés ont été pris en charge, 7 amendements ont été adoptés consensuellement et 25 amendements ont été retirés.

Parmi les principaux amendements

introduits au nouveau texte de loi adopté par les députés, l'amendement de l'article 13 relatif au rallongement de la durée du mandat du gouverneur de la Banque d'Algérie (BA) et de ses vice-gouverneurs à cinq (5) ans. Ainsi, l'article amendé stipule que "la direction de la Banque (BA) est assurée par un gouverneur assisté de trois vice-gouverneurs, tous nommés par décret présidentiel pour une durée de cinq (5) ans". Le mandat du gouverneur de la BA est renouvelable une seule (01) fois.

En cas d'incapacité dûment constatée ou de faute lourde, le gouverneur et chacun des vice-gouverneurs sont relevés de leurs fonctions.

En cas d'incapacité dûment constatée ou de faute lourde, le gouverneur est remplacé dans ses fonctions par l'un des vice-gouverneurs jusqu'à la désignation d'un nouveau gouverneur.

Concernant la finance islamique, il est stipulé dans l'article 70 amendé qu'au titre de cette loi, "est considérée

comme une opération bancaire liée à la finance islamique + toute opération effectuée par les banques ou les guichets islamiques conformément aux règles de la charia musulmane". Le terme de "spécialiste en finance islamique" a été ajouté pour le représentant de haut niveau du ministère des Affaires religieuses et des wakfs dans la composante de la commission de la stabilité financière.

Les amendements introduits ont concerné aussi l'article 110 relatif aux commissaires aux comptes, lesquels seront "inscrits à la Chambre nationale des commissaires aux comptes selon des conditions bien définies". Par ailleurs, le titre du 4e chapitre de la loi a été amendé en consacrant l'appellation de Conseil monétaire et bancaire au lieu de Conseil de la monnaie et du Crédit, en adaptation et en synergie avec le texte de loi.

R E.

R N

### 13E ÉDITION DE L'EXPOSITION

#### LAAD-2023 AU BRÉSIL

#### Le Général d'Armée Saïd Chanegriha prend part à la cérémonie d'ouverture

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a pris part, hier mercredi à Rio De Janeiro, à la cérémonie d'ouverture de la 13e édition de l'exposition de la Défense et de la Sécurité (LAAD-2023) à laquelle participent 340 sociétés et entreprises du secteur de l'armement représentant plus de 80 pays, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Au deuxième jour de sa visite au Brésil, Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire a pris part à la cérémonie d'ouverture de la 13e édition de l'Exposition de la Défense et de la Sécurité (LAAD-2023), qui se tient à Rio De Janeiro en République fédérative du Brésil", note le communiqué.

Selon la même source, "cette exposition est le plus grand événement du genre en Amérique latine dans le domaine de l'industrie militaire et des systèmes de défense. Plus de 80 pays et 340 sociétés et entreprises du secteur de l'armement prennent part à cette édition".

Par ailleurs, en marge de la cérémonie d'ouverture, "Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha s'est entretenu avec le Chef d'Etat-Major Général des Forces armées du Royaume d'Arabie Saoudite, le Lieutenant-Général Fayad Ben Hamad Al-Ruwaili", ajoute le communiqué. "Les deux parties ont examiné à cette occasion les voies et moyens de consolider la coopération dans les domaines militaire et sécuritaire", souligne le communiqué.

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a également eu "plusieurs rencontres avec des responsables de sociétés indiennes prenant part à cette exposition", et "a tenu une séance de travail avec les responsables de la société brésilienne de construction aéronautique Embraer".

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a, par la suite, "visité les différents pavillons de l'Exposition (LAAD-23) afin de s'enquérir des dernières évolutions technologiques en matière d'armements et d'industries militaires", conclut le communiqué.

### AGRICULTURE

## Nécessaire de passer à l'irrigation intelligente

Le manque de pluviométrie durant ce mois d'avril pourrait perturber sérieusement l'année agricole en cours. L'impact sera sensible sur les rendements notamment pour les céréales, préviennent les spécialistes, en appelant au lancement d'opération d'irrigation d'appoint et complémentaire pour sauver la saison agricole.

Le professeur à l'École nationale supérieure d'Agronomie, Brahim Mouhouche, a appelé à la rationalisation de l'eau dans le secteur de l'agriculture, qui consomme 70% de la ressource hydrique disponible, soit près de 7 milliards de m3.

«La météo avait annoncé de la pluie pour ce mois d'avril mais malheureusement, l'anticyclone des Açores ne nous est pas favorable », explique le Pr Brahim Mouhouche, lors de son passage sur les ondes de la radio nationale «Chaîne III».

Pour l'intervenant, il est urgent de mettre en place « des techniques modernes d'utilisation de l'eau dans le secteur agricole national, qui consomme jusqu'à 70% de la ressource, contre 15% à 20% pour l'industrie et seulement 3% pour les ménages».

Pour économiser l'eau dans l'agriculture, l'expert recommande de « passer à l'irrigation intelligente et automatisée, pour ne donner aux cultures que ce dont elles ont besoin, au moment opportun ».

L'expert a conseillé également d'intégrer une vision économique dans le choix

des cultures en favorisant l'usage de l'eau pour les productions agricoles rentables. Il cite l'exemple des céréales, « une culture très gourmande en eau mais très peu rentable, qu'il faut orienter vers le Sud du pays, où une importante ressource hydrique est disponible [Ndlr la nappe de l'Albien] », explique-t-il. Mais là encore, il met en garde : « l'utilisation de cette ressource non renouvelable doit obéir à des règles strictes, y compris pour la gestion de la salinité de cette eau qui peut altérer la terre et la rendre stérile ».

La situation climatique n'est pas appelée à s'améliorer puisque la tendance est planétaire, alerte l'expert. Le spécialiste se dit même « surpris » par une telle sécheresse, et cela au niveau mondial. « La ressource hydrique devient une arme » dans la géopolitique, constate Brahim Mouhouche. Il s'inquiète sur la sécurité alimentaire pour de nombreux pays dépendants des importations des produits agricoles de première nécessité : « on le voit avec le conflit entre la Russie et l'Ukraine, maintenant on fait de la politique avec des produits vitaux pour certains pays qui ne se suffisent pas à eux-mêmes », s'indigne le Pr Brahim Mouhouche. En somme, toute une stratégie doit être mise en place par les pouvoirs publics afin de faire face au phénomène des changements climatiques. Il faudra, à cet effet, que les stratégies de développement agricole tiennent compte de cette menace d'augmentation sévère de l'aridité.

Synthèse S T.

## BOUMERDES

## «Légère amélioration» de la production d'agrumes attendue cette saison

Une "légère amélioration" de la production d'agrumes est attendue cette saison (2022/2023) à Boumerdes au terme de la récolte qui tire à sa fin, comparativement à la campagne écoulée, a-t-on appris, lundi, auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

Cette prévision s'appuie principalement sur les "indices de production positifs enregistrés à ce jour", la wilaya ayant réalisé depuis le début de la campagne en novembre dernier à ce jour, une récolte de plus de 404.000 quintaux (qx), avec une moyenne de rendement estimée à 180 qx/ha, a-t-on expliqué de même source.

"La récolte réalisée à ce jour a été engrangée sur près de 94% de la superficie totale ciblée, estimée à plus de 2.900 ha", a indiqué la responsable des statistiques à la DSA, Sabrina Bichari.

Ce basant sur cette récolte, il est attendue une "légère amélioration" dans la production agricole de cette année, qui atteindra

457.000 qx d'agrumes, contre près de 448.000 qx la saison écoulée, a observé la même responsable.

Elle a cité parmi les principales variétés d'agrumes récoltées, la Thomson, cultivée sur une superficie de 1.122 ha, ayant produit à ce jour, plus de 210.000 qx. A cela s'ajoute la variété Washington navel, occupant une superficie de 412 ha, ayant produit à ce jour 56.000 qx, la clémentine dont la production est estimée, à ce jour, à 40.000 qx sur une superficie globale de 252 ha, le citron quatre saisons, avec une production de 26.000 qx sur une superficie de 281 ha, et le citron avec 40.000 qx sur 274 ha. Plusieurs facteurs sont à l'origine de cette "légère amélioration de la production d'agrumes", selon la même responsable.

Il s'agit, notamment, de l'entrée en exploitation de nouvelles plantations d'agrumes et le renouvellement de vieux vergers sur une superficie de plus de 250 ha, a-t-elle expliqué. La production d'agrumes à Boumerdes se distingue par sa grande diversité, estimée à quelque 18 variétés d'agrumes cultivées sur une superficie globale de plus de 2.900 ha, dont 2.400 ha produisant des fruits jugés de qualité supérieure, selon Mme. Bichari.

La wilaya est notamment réputée pour sa production des variétés "Thomson" et "Washington Navel", cultivées sur plus de 60% de la superficie agrumicole locale, a-t-elle ajouté.

## MOSTAGANEM

## Près de 170 projets de développement au profit des zones rurales de la daïra de Sidi Lakhdar

Les zones rurales et enclavées des communes de la daïra de Sidi Lakhdar (Mostaganem) ont bénéficié de près de 170 nouveaux projets de développement, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya.

"Le wali de Mostaganem, Aïssa Boulahia a tenu, dimanche soir, un conseil de wilaya, consacré à l'évaluation des projets de développement dans les trois communes de la Daïra, à savoir Sidi Lakhdar, Hadjadj et Benabdelmalek Ramdane, soit près de 170 projets de développement dont 43 localités en ont bénéficié durant les années 2022 et 2023", a indiqué un communiqué de la cellule d'information et de communication de la wilaya.

Après avoir abordé les crédits financiers alloués à ces collectivités locales, estimés à 2 milliards DA, M. Boulahia a donné des instructions aux responsables sur la nécessité d'achever et de clôturer toutes les opérations de développement ouvertes, de consommer les crédits financiers et d'assurer le suivi rigoureux des projets sectoriels, notamment ceux des stations de relevage, selon le document. La même source a fait savoir que le secteur de l'éducation a fait l'objet d'un grand intérêt lors de ce conseil, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, précisant que la commune de Sidi Lakhdar sera dotée d'un nouveau lycée devant accueillir 800 élèves dont les travaux de réalisation ont été récemment entamés.

Le wali a passé en revue l'état d'avancement de l'étude des dossiers dans le cadre de la loi 15-08 qui fixe les règles de mise en conformité des constructions et de leur achèvement, les contrats de construction, les locaux commerciaux et professionnels, l'opération de recouvrement des impôts, de valorisation des ressources communales, les dettes non recouvrées des collectivités locales, les préparatifs de la saison estivale, a-t-on souligné. Il a également suivi un rapport sur les programmes d'habitat dont a bénéficié la wilaya, a-t-on ajouté.

## ALGER/ SAISON ESTIVALE 2023

## Réaménagement de 5 sites forestiers en espaces de repos et de loisirs

La wilaya d'Alger procèdera au titre du plan vert de la capitale au réaménagement de 5 sites forestiers en espaces de promenade et de loisirs en prévision de l'été 2023, a-t-on appris auprès des services de wilaya.

La directrice des forêts et de la ceinture verte de la wilaya, Mme Sabrina Hakkar a déclaré à l'APS qu'un plan de réaménagement des sites forestiers en espaces de repos et de loisirs a été mis en place en prévision de la saison estivale 2023. Il s'agit des forêts Caroubier à Dely Brahim et Diar el Afia à Bourouba, des forêts de Saliba et Beaulieu à Oued S'mar et de la forêt Beni Merad 2 à Bordj el Kiffan, qui seront dotées d'équipements dédiés aux activités sportives et de loisirs pour être prêtes avant le début de la saison estivale. La capitale se caractérise par une couverture forestière diversifiée revêtant une importance économique, écologique et touristique et s'étendant sur 5 000 hectares, dont 113 sites forestiers gérés par la Direction des forêts et de la ceinture verte. En plus d'encourager la pratique des activités sportives et de loisirs, les forêts contribuent au développement de l'économie locale et nationale, à travers la création d'une dynamique socio-économique et d'emplois, à travers l'organisation d'expositions et de

manifestations, a souligné la même responsable, citant parmi les plus grandes forêts de la capitale, celles du Centre cynégétique dans la commune de Zeralda (1017 ha), la forêt de Bainem dans la commune El Hammamet (504 ha), les forêts de Maktaa Kheira (400ha) de Zaatria (324 ha) dans la commune de Mehelma, la forêt de Ben Aknoun (307 ha), la forêt d'Ouled Belhadj dans la commune de Saoula (298 ha). Le wali d'Alger, Mohamed Abdennour Rabehi a annoncé lors de la tenue de la session ordinaire de l'APW le lancement de l'exploitation du premier tronçon de la partie nord de Dounia Parc, en attendant l'exploitation du jardin urbain de Oued S'mar durant la prochaine saison estivale, après son transfert à la wilaya d'Alger par le ministère de l'Environnement et des énergies renouvelables. Il a rappelé, à ce propos, que les travaux d'aménagement et de réhabilitation ont été lancés avec la réalisation d'un parking d'une capacité de 2400 places pour les visiteurs du parc. Au titre du plan vert, le parc des animaux et de loisirs de Ben Aknoun fera l'objet de travaux de réhabilitation et de modernisation après la finalisation des études, a-t-il soutenu, ajoutant qu'une autre étude relative au nettoyage et à la réhabilitation du lac de Reghaïa est en cours.

## JIJEL

## Raccordement de 120 foyers au réseau gaz naturel à El Kennar Nouchfi

La région de Faza, dans la commune d'El Kennar Nouchfi, wilaya de Jijel, a enregistré lundi le raccordement de 120 foyers au réseau gaz naturel, a indiqué Hanane Cherbal, chargée de la communication à la direction de distribution de l'électricité et du gaz (SADEG).

Dans une déclaration à l'APS, la chargée de la communication a

souligné que cette opération entre dans le cadre de la généralisation du raccordement au réseau gaz naturel dans les localités éloignées et les zones d'ombre, ajoutant que la direction de distribution d'électricité et gaz a procédé à la pose de compteurs pour 120 foyers sur un total de 325 programmés à Faza.

Elle a également fait part d'un deuxième programme trimestriel pour l'année en cours prévoyant la pose de compteurs dans plusieurs régions raccordées depuis le début de l'année au réseau de gaz naturel. La chargée de la communication a indiqué qu'après le raccordement des foyers de Faza, une autre opération est prévue à

Leghdir, dans la même commune, ajoutant que les autres régions seront raccordées ultérieurement. L'opération de raccordement au réseau gaz naturel et de pose de compteurs enregistre une accélération à Jijel où la SADEG vient de réceptionner une quantité jugée importantes de compteurs, a indiqué Mme Cherbal.

## KHENCHELA

## Plus de 360 foyers de Taouzianet et El Hamma raccordés au réseau de gaz

Un total de 363 foyers des communes de Taouzianet et d'El Hamma, dans la wilaya de Khenchela ont été raccordés, mardi au réseau de gaz naturel.

Le wali de Khenchela, Youcef Mehiout a ainsi présidé la mise en service du raccordement au réseau de gaz de 148 foyers à "Dhraâ Ramoul" dans la commune de Taouzianet et 215 autres foyers dans la commune d'El Hamma.

Le premier projet de desserte de 148 foyers à "Dhraâ Ramoul" (Taouzianet) a nécessité la réalisation d'un réseau de 17 km dans un délai de cinq mois pour une enveloppe financière de 26,8 millions DA, selon les explications données à l'occa-

sion par le directeur des études à la direction de wilaya de distribution de l'électricité et du gaz, Laïche Sekaoui.

Le même cadre a ajouté que 25 foyers de l'agglomération moyenne à la RN-88 dans la commune d'El Hamma ont été desservis à la faveur de la réalisation en 45 jours d'un réseau de distribution de 3,5 km pour une enveloppe financière de 3,2 millions DA en plus de 190 foyers des localités de "Foum Tefisset" et "El Manchar" de la même collectivité locale reliés grâce à un réseau de distribution de plus de 33 km. Selon la même source, 45 autres foyers du village "Ouled Djebel" dans la commune de N'sigha seront raccordés jeudi au réseau de gaz naturel à la faveur

d'une opération du programme complémentaire de développement décidé pour la wilaya de Khenchela par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Ce projet qui porte sur la réalisation d'un réseau de distribution de plus de 10 km aura été exécuté dans un délai de quatre mois pour une enveloppe financière de plus de 9 millions DA.

Les citoyens approchés par l'APS ont exprimé leur joie de voir leurs foyers reliés au réseau de gaz leur évitant ainsi les déplacements vers les chefs-lieux de leurs communes pour s'approvisionner en bouteilles de gaz butane notamment en hiver.

## OPINION

# Comment Biden renverse les piliers de la politique économique libérale

*Cette fois, c'est sûr, le président américain Joe Biden est déjà parti en campagne pour sa réélection en 2024 ! Et sa stratégie s'affirme de plus en plus : proposer un cadre de politique économique destiné à le différencier du parti républicain.*

*Par Christian Chavagneux Editorialiste*

**P**eu importe que ses propositions soient déjà mises en œuvre, ou n'aient absolument aucune chance de l'être compte tenu de l'équilibre actuel des forces au Congrès : le futur candidat affiche plusieurs grands principes destinés à guider l'économie la plus puissante de la planète. L'originalité de sa stratégie tient à ce qu'il le fait en reprenant les arguments de la droite... avant de les renverser complètement !

## Une politique de l'offre

Prenez la politique de l'offre par exemple. Côté conservateur, c'est l'équivalent d'une flexibilisation du marché du travail, de déréglementations et d'une baisse de la fiscalité en faveur des entreprises et des riches. Janet Yellen, la ministre des Finances, a encore rappelé récemment qu'elle était elle aussi favorable à une politique de l'offre mais « moderne », en fait très loin des principes de l'économie de l'offre libérale ! Ses orientations reposent sur un investissement dans les infrastructures et des dépenses importantes pour bâtir un avantage comparatif du territoire américain en matière de semi-conducteurs, d'industrie décarbonée et d'énergies renouvelables. Bref, une politique de quête de gains de productivité fondée sur un investissement public massif. Tout cela se retrouve dans des lois qui ont déjà été votées aux Etats-Unis (Infrastructure Investment Act, Chips Act, Inflation Reduction Act). Cette nouvelle politique de l'offre représente d'ailleurs également un renversement du Make America great again de Trump, qui entendait par là un

recroquevillement de l'économie américaine sur elle-même accompagné d'un bashing de la Chine. L'affrontement avec la Chine est resté ; mais comment ne pas considérer Xi Jinping comme un rival économique et politique systémique ? Biden a repris le mot d'ordre économique de Trump, et notamment sa dimension protectionniste. Mais son protectionnisme est, lui, destiné à protéger une industrie naissante, celle de l'industrie décarbonée et des renouvelables, afin d'inscrire les Etats-Unis dans les efforts mondiaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre (tout en approuvant récemment un énorme projet de forage pétrolier en Alaska au nom de l'emploi). Une stratégie d'accumulation dans des industries appelées à s'imposer comme de fortes sources de richesses et d'emplois industriels.

## Réduire les déficits et la dette

Autre point de renversement : le budget. Le 9 mars dernier, le président Biden a présenté ses orientations budgétaires pour la suite de son mandat. Le mot d'ordre ? Réduire le déficit public sur les dix prochaines années. De quoi faire plaisir à priori à tous les libéraux. Mais là où ces derniers souhaitent que cela passe par des réductions de dépenses, Biden réduit le déficit et la progression de la dette publique américaine par les hausses d'impôts. Le message politique est clair : le comportement responsable en matière de finances publiques, c'est moi ! Le gouvernement précédent nous a fait perdre 2 000 milliards de recettes budgétaires avec son allègement sans fin de la fiscalité et les Républicains veulent 3 000 milliards de baisses supplémentaires sans dire comment ils vont faire pour conserver des finances publiques saines. On

connaît leurs réponses passées : en coupant dans la protection sociale. Je vous propose une autre voie, explique Biden, celle de la hausse d'impôt mais dans la justice fiscale : un taux minimum d'imposition de 15 % sur les bénéfices logés à l'étranger par les multinationales, et un taux minimum d'imposition de 25 % sur les revenus des 0,01 % dont le taux moyen actuel est de 8 %, inférieur à celui des classes moyennes. Pour ceux gagnants plus de 400 000 dollars par an, le président américain réinstalle le taux marginal d'imposition à 39,6 % supprimé par Trump, augmente les cotisations sociales de 1,2 point. Il place la taxation du capital au même niveau que celle du travail pour celles et ceux dont le revenu dépasse un million de dollars. Et pour les entreprises, une remontée du taux d'impôt sur les bénéfices de 21 à 28 %, une opération à 1 000 milliards de recettes sur 10 ans ! Il y a d'autres mesures fiscales dans le budget présenté. Couplé aux mesures d'économies engagées, en particulier la baisse des prix des médicaments, Joe Biden offre 3 000 milliards de réduction du déficit public sur 10 ans. Politique de l'offre, renforcement de l'industrie, lutte avec de gros moyens contre le réchauffement climatique, réduction du déficit budgétaire, voici un beau programme progressiste ! Un programme compréhensible car mettant en avant seulement quelques piliers traduits dans des mesures simples, symboliques et efficaces. Une belle source d'inspiration.

*Source : Alternatives Economiques*

# L'austérité, ou comment préserver l'ordre du capital à tout prix

*Dans son ouvrage The Capital Order, l'économiste Clara Mattei montre que l'austérité a été pensée comme une contre-offensive face aux expériences de démocratie économique.*

*Par Jean-Christophe Catalan*

**L'**austérité a toujours été un échec économique, mais alors pourquoi, à chaque sortie de crise, les gouvernements s'entêtent à en faire ? Parce qu'il s'agit en réalité d'un projet politique : celui de sauvegarder le capitalisme et son ordre social. Par ce prisme, l'économiste Clara Mattei, assistant professor à la New School de New York, propose une relecture passionnante de l'histoire du Royaume-Uni et de l'Italie post-Première Guerre mondiale. Le conflit a fait tomber des dogmes et la révolution russe de 1917 suscitait des espoirs. En Angleterre, une élite « reconstructionniste » émerge, promouvant nationalisations et redistribution. Des expériences de démocratie économique se développent, à l'image des coopératives et des guildes outre-Manche, ou des conseils

d'usine en Italie promus par le mouvement Ordiovista, d'Antonio Gramsci. La peur de la révolution monte et agit comme « un détonateur, précipitant l'émergence d'une contre-offensive » : l'austérité. Réunie par la Société des nations à Bruxelles en 1920, puis à Gênes en 1922, la fine fleur de la finance mondiale en est convaincue : les pays vivent au-dessus de leurs moyens, ils doivent consommer moins et produire plus. En découle une sorte de « code international de l'austérité », qui se décline en trois axes : budgétaire (moins de dépenses publiques et d'impôts sur le capital, plus de taxes sur la consommation), monétaire (freiner le crédit et rétablir l'étalon-or) et industriel (privatiser et affaiblir le droit du travail). Toute ressemblance avec des politiques récentes n'est pas fortuite. L'objectif est de transférer les richesses de la majorité vers la minorité de possédants.

Et les graphiques de l'avant-dernier chapitre montrent que les résultats sont spectaculaires. Le tout justifié par des arguments d'un mépris de classe inouï, dépeignant les ouvriers comme des dépravés, a contrario des vertueux épargnants, dont les investissements alimentent la machine capitaliste.

## Un projet antidémocratique

L'autrice nous fait aussi découvrir les pères de l'austérité, parmi eux : le Britannique Ralph Hawtrey, qui a conseillé à Winston Churchill de rétablir l'étalon-or, et l'Italien Maffeo Pantaleoni, dont les travaux ont imprégné l'économie mainstream. Les notions de classes sociales et de domination sont absentes de leurs modèles, qui promeuvent l'entrepreneur et l'épargnant, et figent en réalité l'ordre social capitaliste. Eux prétendent défendre une vision apolitique au service de l'intérêt gé-

néral et jugent la démocratie inefficace pour appliquer les mesures indispensables. Ils s'accrochent ainsi très bien du fascisme, Mussolini étant la version plus brutale d'un même continuum : quand Londres affaiblit le droit de grève, Rome l'interdit. Qu'importe sa violence, le Duce était l'homme de la situation, selon le gouverneur de la Banque d'Angleterre de l'époque. Depuis, partout dans le monde, à chaque fois que l'ordre du capital s'est retrouvé menacé, le bouclier de l'austérité a été brandi. L'histoire cessera-t-elle un jour de se répéter ? The Capital Order : How Economists Invented Austerity and Paved the Way to Fascism, par Clara E. Mattei, The University of Chicago Press, 2022, 480 pages, 30 euros.

## BOURSE DE TUNIS

**Le Tunindex clôture quasi-stable dans un volume d'échange conséquent**

Tunindex a terminé la séance d'aujourd'hui mardi 11 avril 2023 en progressant légèrement de 0,06% à 8230,88 points tandis que Tunindex 20 a baissé de 0,04% pour se situer à 3630,89 points.

Le flux des échanges a atteint 62,2 millions de dinars (MD) et ce, à la faveur de trois transactions en bloc sur SOTIPAPIER pour 56,8 MD. Avec 51 valeurs actives, la Bourse de Tunis a été marquée en outre par un léger équilibre des échanges avec 27 actions en hausse contre 24 titres en baisse. Côté échanges, STAP a été le titre le plus transigé de la séance avec un courant d'affaires de 57,2 MD ce qui représente 92% du volume global des échanges talonné par SAH qui a continué, à l'instar de la veille, à drainer des capitaux en mobilisant pour 1,7 MD. Le titre SOTUVER a drainé, par ailleurs, un volume d'affaires de 533 mille dinars tout en avançant de 3,61% à 9,74 D alors qu'UBCI a mobilisé 332 mille dinars en s'appréciant de 0,50% à 22,11 D. Concernant les variations à la hausse, BHL a poursuivi son évolution de la veille de 5,70% à 2,78 D suivie par la valeur MONOPRIX qui a avancé de 5,52% à 6,12 D sans presque drainer de volume d'échanges et ICF qui a progressé de 4,06% à 103,960 D. Le titre PGGH a récupéré les pertes de la veille en augmentant de 3,38% à 7,65 D sans drainer de volume d'échanges. A l'opposé, le titre CITY CARS s'est déprécié de 4,62% à 11,35 D. L'action BTE a lâché aussi du lest pour 4,41% à 5,20 D alors que TUNIS RE a baissé à 6,55 D essuyant ainsi une perte de 3,53%.

## LIBYE

**Vers la signature d'un deal avec Halliburton pour la réhabilitation du champ pétrolier d'Al-Dhara**

Même si la situation politique et sécuritaire constitue un enjeu majeur pour la réalisation de leurs ambitions énergétiques, les autorités libyennes semblent déterminer à les mener à bien. Selon des informations données par Farhat Bengdara, le patron de la compagnie libyenne du pétrole (NOC), un accord devrait bientôt être officialisé avec le fournisseur américain de services pétroliers, Halliburton. L'entente projetée est estimée à environ un milliard \$ et s'inscrit dans le cadre d'un plan de réhabilitation du champ d'Al-Dhara, un gisement pétrolier situé dans le centre de la Libye et mis hors service à la suite d'actes de vandalisme perpétrés en 2014. S'il est officialisé, ce marché, comme celui récemment attribué à Honeywell, une autre entreprise américaine, pourrait renforcer l'attractivité du secteur pétrolier libyen, en accord avec les différentes démarches engagées depuis plusieurs mois par Tripoli, pour optimiser l'exploitation pétrolière. Fin décembre 2022, une source proche de la NOC a révélé qu'une fois remis en état, le champ pétrolier d'Al-Dhara devrait être en mesure d'ajouter environ 120 000 barils par jour au plateau de production de la Libye. Notons que Halliburton est l'une des entreprises de services pétroliers les plus importantes du globe avec des intérêts couvrant plus de 80 pays.

## APRÈS LA REBUFFADE DU PRÉSIDENT

# Le FMI assure qu'un plan d'aide en faveur de la Tunisie est toujours d'actualité

Une semaine après l'annonce par le président Kaïs Saïed du rejet des « diktats » du FMI, relatifs à des réformes économiques impopulaires, l'institution financière souligne que les négociations se poursuivent avec les autorités tunisiennes.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, lundi 10 avril, qu'il poursuivait ses négociations avec les autorités tunisiennes sur un plan d'aide de 1,9 milliard de dollars, malgré la décision du président Kaïs Saïed (photo) de rejeter les « diktats » de l'institution financière internationale, relatifs aux réformes qui devraient accompagner ce programme de financement. « Le gouvernement tunisien a fait les premiers progrès dans la mise en œuvre de son programme de réformes économiques, et une nouvelle date de réunion du conseil d'administration du FMI sera fixée en consultation avec les autorités tunisiennes, une fois que les conditions requises par le plan de financement seront en place », a souligné une porte-parole du Fonds, citée par Bloomberg. Selon l'agence de presse officielle tunisienne TAP, le gouverneur de la Banque centrale de Tunisie (BCT) et le ministre tunisien de l'Economie et de la planification participent depuis lundi aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale qui se tiennent à Washington.

## MAROC

## La pénétration des produits d'assurance reste faible chez les particuliers

En dehors de l'assurance automobile et maladie obligatoire, les autres produits d'assurance présent sur le marché marocain sont très peu connus et utilisés par les particuliers, selon une récente enquête publiée par l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale.

Selon les résultats d'une enquête intitulée « Baromètre de l'assurance inclusive », et publiée ce 06 avril par l'Autorité de contrôle des assurances et de la prévoyance sociale (Acaps), seulement 6% sur environ 2484 personnes physiques interro-

gées, ont affirmé bénéficier d'un produit d'assurance épargne, que ce soit l'épargne retraite, capitalisation ou éducation. 4 % ont affirmé bénéficier d'un produit d'assurance habitation, 3 % d'un produit assurance décès (temporaire ou emprunteur), 3 % d'un produit d'assurance complémentaire auprès d'une société d'assurance et moins d'1 %, d'un autre produit d'assurance (assistance, assurance invalidité...).

Cette enquête menée dans l'ensemble des régions du Maroc, au cours du 4e trimestre 2022, évoque plusieurs raisons pouvant

expliquer cette faible utilisation des produits d'assurance, autres que l'assurance automobile et maladie obligatoire chez les particuliers marocains. Il s'agit notamment, du faible intérêt des particuliers pour ces autres produits d'assurance, de la complexité de souscription à ces produits, du manque d'informations ou encore des revenus limités pour ces particuliers.

Toutefois, il faut noter que ces raisons évoquées varient d'un produit d'assurance à un autre. Ainsi, 40 % des particuliers interrogés ont montré un faible intérêt pour l'assurance décès, emprunteur et

lars, mais le décaissement de la première tranche de ce prêt n'a pas encore eu lieu, car peu de progrès ont été accomplis dans la mise en œuvre des réformes convenues. Ces dernières semaines, plusieurs responsables occidentaux, dont le chef de la diplomatie européenne Josep Borrell, et le ministre italien des Affaires étrangères Antonio Tajani, avaient mis en garde contre un « effondrement » de la Tunisie, susceptible de « provoquer des flux migratoires vers l'Union européenne et d'entraîner une instabilité dans la région du Moyen-Orient & Afrique du Nord », tout en invitant les autorités tunisiennes à finaliser le programme convenu avec le FMI. Tunis semble cependant redouter les tensions sociales que pourrait entraîner la mise en œuvre des réformes liées à la levée des subventions, dans un contexte d'envoie de l'inflation, de grave crise politique et de désaccords profonds avec l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), la puissante centrale syndicale.

## MAURITANIE

## QatarEnergy s'offre 40 % du bloc en mer C-10 et fait son entrée dans le segment amont

Active dans le secteur pétrolier en Namibie où elle a contribué à la découverte des réserves pétrolières Venus et Graff, QatarEnergy travaille désormais à étendre sa présence opérationnelle sur le continent africain.

QatarEnergy, la compagnie pétrolière publique du Qatar a annoncé, dimanche 2 avril, qu'elle a paraphé un accord avec le géant énergétique Shell pour s'offrir 40 % des intérêts du bloc C-10, un périmètre offshore de 11 500 km<sup>2</sup>, situé à environ 50 kilomètres des côtes de la

Mauritanie, pour des profondeurs d'eau allant de 50 et 2 000 mètres.

Les parties prenantes n'ont pas divulgué les détails financiers du deal. Ce dernier marque néanmoins l'entrée officielle de QatarEnergy dans le segment amont de l'industrie pétrogazière du pays d'Afrique de l'Ouest.

« Nous nous réjouissons de l'opportunité qui nous est offerte de participer au secteur amont de la Mauritanie, ce qui renforce notre empreinte en matière d'exploration en Afrique, et nous attendons avec impatience un

programme d'exploration réussi », a déclaré Saad Sherida Al-Kaabi, ministre qatari des Affaires énergétiques et PDG de la société.

Notons qu'avec ce nouvel accord qui est pour le moment soumis à l'approbation des autorités mauritaniennes, l'exploration du bloc offshore C-10 engage, outre QatarEnergy, mais aussi l'Anglo-Néerlandaise Shell qui reste l'opératrice du périmètre avec 50 % de participation. Les 10 % restants sont détenus par la Société mauritanienne des Hydrocarbures (SMH).

POUR PRODUIRE PLUS DE CACAO

# La Côte d'Ivoire a déforesté l'équivalent de la surface du Rwanda

Plus de 55% des exportations ivoiriennes de cacao sont intraçables. Les sociétés de négoce des matières premières et les entreprises de confiserie sont exposées à des niveaux élevés de déforestation en Côte d'Ivoire (rapport).

La filière cacaoyère ivoirienne, qui représente le principal moteur de la déforestation dans le pays, est encore confrontée à un manque criant de traçabilité et de transparence, selon un rapport publié le 31 janvier dernier par des chercheurs de l'Université catholique de Louvain (Belgique) dans la revue scientifique *Environmental Research Letters*.

Le rapport qui se base notamment sur des données de Trase, une plateforme qui cartographie les chaînes d'approvisionnement des matières premières agricoles liées à la déforestation, révèle que moins de 45% des exportations ivoiriennes de cacao peuvent être tracées jusqu'aux coopératives de producteurs. L'origine de plus des 55% restants est inconnue, car les négociants s'approvisionnent indirectement auprès d'intermédiaires ou ne divulguent pas d'informations sur leurs fournisseurs. Les chercheurs ont également examiné l'approvisionnement en cacao de huit grands négociants qui ont traité 60% des exportations ivoiriennes en 2019, en l'occurrence Cargill, Barry Callebaut, Olam, Touton, Sucden, S3C, ECOM et Africa Sourcing. Ils ont constaté que la part de l'approvisionnement indirect chez ces négociants, et dont la source est naturellement impossible à identifier, varie entre 25% (ECOM) et plus de 70% (Sucden), ce qui pose « de sérieux problèmes de traçabilité ».

De plus, un tiers du cacao a été exporté par de grands négociants, dont S3C et Africa Sourcing, ainsi que de nombreuses petites entreprises qui ne divulguent aucune information sur leurs fournisseurs.

## Une très faible traçabilité jusqu'aux plantations

Le rapport souligne d'autre part que la traçabilité des exportations de cacao jusqu'aux exploitations agricoles est encore

plus faible. Les sept négociants membres de l'Initiative Cacao et Forêts (Cocoa and Forests Initiative/CFI), un partenariat entre 35 entreprises de la chaîne d'approvisionnement du cacao et les gouvernements de Côte d'Ivoire et du Ghana, qui vise à atteindre une traçabilité de 100% de la chaîne d'approvisionnement, ont cartographié 69 % des volumes de leurs approvisionnements directs auprès de coopératives en 2019. Mais lorsqu'on ajoute les approvisionnements indirects, les négociants membres la CFI n'ont cartographié qu'environ 40% de la totalité des plantations ivoiriennes qui les approvisionnent, ce qui représente moins de 5% des exportations de cacao du pays en 2019.

## Millions d'hectares

Le rapport indique par ailleurs que la production de cacao constitue une source majeure de déforestation en Côte d'Ivoire. Entre 2000 et 2019, environ 2,4 millions d'hectares de forêt ont été remplacés par des plantations de cacao, une superficie presque équivalente à la taille du Rwanda. Cela représente 45 % de la déforestation totale et de la dégradation des forêts du pays.

En outre, 25 % de la superficie utilisée pour la production de cacao en 2019 était située dans des zones « protégées » et des réserves forestières, telles que répertoriées par la législation environnementale locale, qui est rarement appliquée en raison de la faiblesse de la gouvernance.

Forte exposition de quatre groupes de négoce Les sociétés de négoce des matières premières et les entreprises de confiserie qui achètent du cacao en Côte d'Ivoire sont ainsi confrontées à des risques réglementaires et de réputation croissants du fait de leur association à la déforestation. Trase a d'ailleurs calculé l'exposition à la

déforestation des négociants en cacao en Côte d'Ivoire entre 2000 et 2015 grâce à l'analyse de la production de cacao et des données commerciales, combinées à une cartographie satellite de la déforestation, afin de relier les régions productrices de cacao aux marchés où il est consommé. Ces calculs montrent que les exportations de Cargill ont été exposées à 183 000 hectares (ha) de déforestation, devant celles d'Olam (165 000 ha), de Barry Callebaut (158 000 ha) et de Touton (99 000 ha). Selon les mêmes calculs, l'Union européenne et le Royaume-Uni, qui absorbent près des deux tiers des exportations ivoiriennes, étaient associées à la déforestation de 838.000 ha qui ont été transformés en plantations de cacao.

Le rapport conclut que les mesures visant à accroître la traçabilité axée sur la demande, telles que la nouvelle réglementation « zéro déforestation » de l'Union européenne (UE), qui oblige les entreprises de mener un processus de diligence raisonnable dans leurs chaînes d'approvisionnement et de démontrer que leurs produits ne causent pas de déforestation, sont insuffisantes pour lutter contre la déforestation, en particulier concernant le cacao, pour lequel une grande partie de l'approvisionnement provient de sources indirectes.

Les chercheurs de l'Université catholique de Louvain recommandent dans ce cadre aux négociants d'œuvrer au-delà de leurs chaînes d'approvisionnement individuelles pour améliorer la gouvernance et la planification de l'utilisation des terres, grâce à une collaboration formelle avec les parties prenantes, notamment le gouvernement central, les autorités locales, les agriculteurs, les communautés et les organisations de la société civile pour sauver les dernières forêts d'Afrique de l'Ouest.

## EGYPTE

L'indien Flex investit 110 millions \$ dans la construction d'une usine de polyéthylène

L'usine, qui devrait s'étaler sur une superficie de 250 000 m<sup>2</sup>, aura une capacité de production 30 000 tonnes par mois. Outre le marché intérieur égyptien, elle servira d'autres pays du Moyen-Orient.

Le groupe industriel Flex a entamé la construction d'une usine de polyéthylène dans la zone industrielle égyptienne d'Ain Sokhna (116 km au sud-est du Caire) pour un investissement de 110 millions de dollars, selon un communiqué publié le 9 avril par l'Autorité générale de la zone économique du canal de Suez (SCZone).

L'usine, qui devrait s'étaler sur une superficie de 250 000 m<sup>2</sup>, aura une capacité de 30 000 tonnes par mois. « Nous apprécions le plan d'expansion du groupe Flex qui vise à couvrir les besoins du marché intérieur égyptien et à exporter vers les pays du Moyen-Orient. SCZONE est la destination idéale pour permettre aux investisseurs d'accéder aux marchés étrangers grâce à des incitations à l'investissement qui soutiennent cette stratégie », a déclaré le PDG de la SCZone, Waleid Gamal El-Dein, cité dans le communiqué.

« Présent en Europe, aux États-Unis, en Russie et au Mexique, notre groupe se développe en Egypte, où il a déjà investi dans la ville du 6 octobre. Il vise désormais à exporter une partie de sa production à partir de la zone économique du canal de Suez », a indiqué de son côté le directeur exécutif de Flex Egypt, Sanjay Tiko.

Le polyéthylène est utilisé dans la fabrication de plusieurs produits en plastique comme les flacons, les bouteilles, les sacs-poubelles, les rubans adhésifs ou encore gaines de câbles électriques.

## POUR RÉINTÉGRER LE RÉGIME DE PRÉFÉRENCES COMMERCIALES AGOA

### Le Cameroun reprend les négociations avec les États-Unis

Le Cameroun souhaite réintégrer le dispositif, qui permet aux pays d'Afrique subsaharienne d'exporter vers les États-Unis sans droits de douane, pour accroître ses recettes d'exportation et conjurer le risque d'une crise de la dette. Le Cameroun a repris les pourparlers avec les États-Unis pour réintégrer le programme AGOA (African Growth and Opportunity Act), un régime de préférences commerciales accordé par Washington aux pays d'Afrique subsaharienne, a annoncé le ministre camerounais de l'Économie, Alamine Ousmane Mey, lundi 10 avril.

Le ministre, qui s'exprimait lors d'un événement organisé par le think tank américain Atlantic Council, en marge des réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale à Washington, a précisé que l'augmentation des recettes d'exportation du pays est nécessaire pour éviter une éventuelle crise de la dette.

« La couverture du service de la dette par les exportations doit être améliorée. C'est la raison pour laquelle nous sommes classés dans une position de surendettement à haut risque », a-t-il déclaré.

Le gouvernement américain avait exclu en octobre 2019 le Cameroun du programme AGOA, en raison de « violations des droits de l'homme par les forces de sécurité camerounaises ». Cette exclusion est en rap-

port avec la crise sociopolitique qui sévit depuis fin 2016 dans les deux régions anglophones du pays, où l'armée régulière affronte des milices sécessionnistes. Les autorités camerounaises avaient alors indiqué que ces affrontements visaient à « préserver l'intégrité territoriale du Cameroun face à des séparatistes qui ont pris les armes contre la République ».

« Nous travaillons de manière très transparente et ouverte afin de résoudre tous les problèmes qui ont été soulevés », a déclaré M. Mey, faisant référence aux pourparlers avec les responsables américains sur la ré-

intégration de l'AGOA.

Le programme AGOA permet aux pays africains éligibles d'exporter de nombreux produits vers les États-Unis sans payer des droits de douane.

Chaque année, Washington actualise la liste des pays éligibles à l'AGOA en fonction, notamment de leur attachement à l'économie du marché, du respect de la légalité et de l'adoption de politiques de lutte contre la pauvreté. Le dispositif prend aussi en considération, les avancées ou les reculs démocratiques des pays concernés.

## RDC

### La STL obtient 75 millions \$ pour produire localement des matériaux pour semi-conducteurs

En RDC, le traitement local des ressources minières est devenu une priorité du gouvernement ces dernières années. Outre le cuivre et le cobalt utilisés dans l'industrie des véhicules électriques, le pays peut aussi approvisionner directement les fabricants de semi-conducteurs.

La Société congolaise pour le traitement du terril de Lubumbashi (STL) va produire à partir d'août prochain de l'hydroxyde de cobalt, des cathodes de cuivre, du concentré d'argent, des oxydes de zinc et du précipité de germanium. Ce dernier produit est indispensable à la production des semi-conducteurs et fera donc de STL un nouvel acteur sur ce marché, grâce à un financement de 75 millions \$ destiné à la construction d'une nouvelle unité hydrométallurgique. Le traitement des alliages sera réalisé pour la première fois sur le continent africain par un acteur africain, précise STL. Notons que la nouvelle usine sera située sur d'anciennes installations de Gécamines à Lubumbashi et prolongera la durée de vie des opérations de STL de 30

ans. Le financement provient en partie des fonds propres de la société, complété par un prêt de Rawbank et un accord de prépaiement de 20 millions \$ avec le négociant en matières premières Trafigura, à qui seront exclusivement vendus les oxydes de zinc de l'usine.

« Rawbank est fière [d'offrir] une plus grande valeur ajoutée locale aux minerais exportés de RDC sur le marché mondial, tout en garantissant une parfaite traçabilité de sa production. C'est un impératif stratégique pour la RDC de développer ses capacités et se positionner sur la chaîne de valeur de la transformation de ses ressources naturelles minières », s'est félicité Mustafa Rawdji, DG de la banque congolaise. Pour rappel, STL est active dans le traitement de résidus depuis les années 1990, produisant entre autres du cobalt, du cuivre et du zinc. Autrefois codétenue avec des partenaires étrangers, dont l'homme d'affaires belge George Forrest et l'entreprise américaine OMG, STL est aujourd'hui une propriété exclusive de la Gécamines.

**Les Enjeux**  
*Eco*

**Publicité**

**Appelez le**

**06 98 16 55 54**

## ITALIE

# Le gouvernement revoit à la baisse la croissance pour 2024

Le gouvernement italien dirigé par Giorgia Meloni a revu mardi à la baisse sa prévision de croissance économique pour 2024, tablant désormais sur 1,5%, contre 1,9% auparavant, a indiqué le ministère de l'Économie.

Cette prévision, qui figure dans la nouvelle feuille de route économique adoptée en Conseil des ministres, tient notamment compte de la hausse des taux d'intérêt en Europe, que Rome considère comme un frein à la croissance.

Le contexte économique «reste incertain et risqué en raison de la guerre en Ukraine, des fortes tensions géopolitiques, de la hausse des taux d'intérêt» et des «crises localisées dans le système bancaire et financier international», juge le gouvernement italien dans un communiqué. La croissance économique a été cependant revue à la hausse pour cette année et devrait atteindre 0,9% à législation constante, mais grimper à 1% grâce à de nouvelles mesures

visant à stimuler, contre 0,6% prévu en novembre.

La Commission européenne avait tablé en février sur une croissance de 0,8% en 2023 pour l'Italie. L'objectif de déficit public a été maintenu à 4,5% du PIB pour cette année, en nette baisse par rapport aux 8% enregistrés en 2022, grâce notamment à l'accalmie sur les prix de l'énergie qui réduit les subventions aux ménages et entreprises.

### Une approche «prudente et réaliste»

À législation constante, donc sans mesures de relance supplémentaires, le déficit serait de 4,35% du PIB. La différence entre ces deux taux, soit 0,15 point de pourcentage de PIB, dégage une marge de manœuvre de plus de 3 milliards d'euros. Cette

somme permettra de réduire cette année les cotisations de Sécurité sociale pour les salariés à faibles et moyens revenus afin de «soutenir le pouvoir d'achat des ménages», a annoncé le gouvernement.

Le Document économique et financier (DEF) adopté confirme «l'approche prudente et réaliste, visant à démontrer le sérieux et la fiabilité» de l'Italie, «tant aux marchés qu'à l'Union européenne», assure le ministère de l'Économie. Rome s'engage ainsi à réduire «progressivement» mais «durablement» le déficit public, qui devrait passer à 3,7% du PIB en 2024, 3% en 2025 et 2,5% en 2026. Parallèlement, le ratio de la dette publique devrait baisser à 140,4% du PIB en 2026, contre 144,4% en 2022, tout en restant nettement au-dessus de la moyenne de la zone euro.

### BANQUE DE FRANCE

#### Prévision de croissance relevée à 0,2% au 1er trimestre

L'institution anticipait jusqu'à présent une croissance de 0,1% du PIB.

La Banque de France a indiqué mardi avoir légèrement relevé sa prévision de croissance en France au premier trimestre, à 0,2%, grâce au dynamisme de l'industrie et des services en début d'année. La banque centrale française anticipait jusqu'à présent une croissance de 0,1% du produit intérieur brut (PIB) au premier trimestre, par rapport aux trois mois précédents. Malgré l'impact sur certains secteurs de la mobilisation contre la réforme des retraites, «l'activité a été plutôt résiliente sur ce premier trimestre», a commenté Hélène Tanguy, sa directrice des enquêtes de conjoncture, lors d'une conférence de presse. La Banque de France avait déjà fait état en mars d'un regain d'optimisme pour l'économie française en 2023, doublant sa prévision de croissance annuelle du PIB à 0,6%. Elle avait mis en exergue une inflation (en particulier énergétique) qui serait moins forte qu'attendu sur l'année, ainsi qu'une croissance «plus élevée de la demande mondiale».

Pour le premier trimestre, la révision à la hausse est attribuée au «dynamisme de l'activité dans l'industrie et les services marchands sur les deux premiers mois de l'année». Janvier et février «sont des mois de bonne activité», a souligné Guy Levy-Rueff, directeur de la conjoncture et des prévisions macroéconomiques de la Banque de France. En témoignage, a-t-il noté lors du point presse, la «nette hausse» des indices de production dans les services pour janvier et de production industrielle pour février, publiés par l'Insee.

## La Corée du Sud va prêter 500.000 obus d'artillerie aux États-Unis

La Corée du Sud a conclu un accord pour prêter aux États-Unis 500.000 obus d'artillerie de 155 mm, ce qui pourrait donner à Washington une plus grande souplesse pour fournir des munitions à l'Ukraine, a rapporté un journal sud-coréen mercredi.

Séoul, explique le quotidien DongA Ilbo en citant des sources gouvernementales non identifiées, a décidé de

«prêter» ces obus et non de les vendre, afin de minimiser la possibilité qu'ils soient utilisés dans le conflit ukrainien, une loi sud-coréenne interdisant de fournir des armes aux pays en guerre.

Le journal a déclaré que les obus seraient principalement utilisés par les États-Unis pour réapprovisionner leurs stocks.

Washington, qui a acheté 100.000 obus de ce type l'an

dernier à la Corée du Sud, a souhaité en février dernier en acquérir la même quantité, voire davantage, mais Séoul a préféré «augmenter de manière significative le volume d'obus en les louant, après avoir étudié d'autres manières de répondre à la demande de notre allié tout en respectant le principe du gouvernement de ne pas fournir d'armes létales à l'Ukraine», a déclaré une source citée dans l'article.

Alors que le journal affirme que l'accord a été scellé le mois dernier, les deux pays se sont bornés à confirmer qu'ils négociaient un accord sur la fourniture de munitions.

La Corée du Sud, alliée stratégique des États-Unis, est un important producteur de munitions pour l'artillerie. Elle cherche toutefois à ménager la Russie en raison de l'influence de Moscou sur Pyongyang.

## La France cherche une solution pour continuer à exporter son blé vers l'Afrique

La France pourra-t-elle encore exporter des céréales vers l'Afrique le 25 avril ? Le gouvernement se veut rassurant, alors que producteurs et négociants redoutent de ne plus pouvoir utiliser un insecticide (phosphine) en contact direct avec les grains, ce qui fermerait la porte à leurs clients historiques.

«Il n'y a pas de souci à se faire pour nos exportations», a déclaré mardi le ministre du Commerce extérieur Olivier Becht, tandis que son homologue de l'Agriculture Marc Fesneau soulignait le rôle majeur que la France continuerait de tenir pour la «sécurité alimentaire» mondiale.

Le gouvernement a été interpellé par plusieurs députés sur les conséquences d'une décision de l'Agence française de

sécurité sanitaire (Anses), datant d'octobre 2022, qui n'autorise, à compter du 25 avril, l'utilisation de l'insecticide PH3 (ou phosphine) en fumigation des cales des navires qu'à la condition qu'il ne soit pas «au contact direct des céréales». «Si aucune décision n'est prise, le 25 avril, on ne pourra plus exporter vers des pays comme le Togo, le Cameroun, l'Algérie ou l'Égypte, qui exigent dans leur cahier des charges une fumigation en contact direct avec les grains», a déclaré à l'AFP Eric Thirouin, président de l'association des producteurs français de céréales (AGPB).

«On est au pied du mur. La Belgique, l'Allemagne, tous les autres pays européens ont réautorisé l'utilisation en fumigation directe, sauf la France. Ce qui fait que le 4e exportateur mondial de blé

pourrait ne plus pouvoir livrer ses clients, ce qui aurait un impact grave pour la sécurité alimentaire, et pour la balance commerciale de la France» où les céréales pesaient «11,5 milliards d'euros» en 2022, a-t-il souligné. Bien conscient des enjeux, le gouvernement a expliqué chercher une solution «juridique» pour contourner cette contrainte. «La France va continuer à exporter des céréales. Elle le fait dans le cadre du droit européen qui permet de déroger à l'interdiction (...) à la demande des pays d'import», a indiqué Marc Fesneau. «Il y a encore des clarifications juridiques à apporter, mais je puis vous garantir que d'ici au 25 avril, des décisions seront prises pour que les exportations puissent se poursuivre», a dit de son côté Olivier Becht.

### BANQUE D'ANGLETERRE

#### L'économiste Megan Greene va remplacer Silvana Tenreyro

L'économiste Megan Greene, du cabinet américain Kroll Institute, va rejoindre le comité de politique monétaire (MPC) de la Banque d'Angleterre (BoE), où elle remplacera Silvana Tenreyro, a annoncé mardi le ministère britannique des Finances.

«Megan Greene va rejoindre le MPC le 5 juillet pour un mandat de trois ans», précise le ministère dans un communiqué.

Elle rejoint les huit autres membres du MPC alors qu'ils font face à un choix cornélien : continuer à remonter les taux, quitte à fragiliser une croissance atone et un secteur bancaire secoué par des chocs à répétition, ou les maintenir à leur niveau actuel, malgré une inflation qui se maintient à plus de 10%. Actuellement cheffe économiste du cabinet de conseil Kroll Institute, Megan Greene partage réguliè-

rement ses positions économiques sur les réseaux sociaux et dans des éditoriaux pour le Financial Times.

«Nous allons continuer de nous heurter à des chocs sur le marché tant que les banques centrales continuent de diminuer la liquidité disponible en remontant leurs taux», affirmait-elle dans son dernier article au sujet de la faillite de Silicon Valley Bank (SVB).

Silvana Tenreyro, professeure d'économie à la London School of Economics (LSE), était en poste à la BoE depuis 2017 et y défendait ses idées de «collombe», comme sont surnommés les partisans d'une politique monétaire souple. Pour l'instant, ce camp n'a pas empêché la BoE de remonter ses taux lors de ses onze dernières réunions, à 4,25%.

## POINTS-MARCHÉ

## Légère hausse en Europe avant l'inflation US et la Fed

Les principales Bourses européennes évoluent en légère hausse mercredi en matinée dans l'attente de la publication des données mensuelles sur l'inflation aux Etats-Unis et du compte rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui pourraient donner des indications sur l'orientation des taux d'intérêt.

## BOURSE ZURICH

## Les indices toujours en repli à l'approche de la mi-journée

La Bourse suisse était toujours en baisse mercredi à l'approche de la mi-journée, bien qu'un léger redressement se fasse sentir par rapport au début de matinée. Les investisseurs semblent opter pour la prudence, dans l'attente de plusieurs données macroéconomiques d'importance aux Etats-Unis.

En effet, en début d'après-midi sera publiée l'inflation américaine (CPI) pour le mois de mars et dans la soirée, le procès-verbal de la réunion de Fed doit être dévoilé.

"Pour mémoire, lors des précédentes publications du CPI, le S&P 500 a fortement évolué durant la séance (plus ou moins 2%). Attachez vos ceintures!", a lancé John Plassard de Mirabaud Banque dans son commentaire matinal.

Les données pourraient en outre offrir de bonnes nouvelles concernant "la fin prochaine du cycle de hausses des taux", croit savoir Konstantin Oldenburger, analyste chez CMC Markets. "En tout cas, les déclarations récentes de certains membres indiquent qu'en interne, la Fed ne semble plus aussi unanime sur la suite à donner. Le président de la Fed de New York, John Williams, pense que le travail de l'institution n'est pas terminé tandis que son collègue de Chicago plaide pour la patience et la prudence", a-t-il rappelé.

En Suisse, la garantie fédérale au sauvetage de Credit Suisse divise les Chambres fédérales. Alors que le Conseil des Etats a validé les crédits, le National les a rejetés mardi dans la nuit. La gauche et l'UDC ne sont pas d'accord avec la stratégie choisie par le Conseil fédéral.

Vers 11h01, l'indice SMI lâchait 0,07% à 11'257,56 points, tandis que le SLI reculait de 0,37% à 1758,52 points. A contre-courant, l'indice du marché élargi, le SPI gagnait 0,17% à 14'728,85 points. Sur les 30 valeurs vedettes, 16 se paraient de vert, 13 étaient dans le rouge et une, Richemont, était stable.

Lanterne rouge, Zurich Insurance (-5,3%) était traité hors dividende de 24 francs suisses.

VAT Group (-2,0%), ainsi qu'AMS Osram et Julius Bär (chacun -1,6%) complétaient le peloton des plus grands perdants.

UBS (-0,6%) reculait également, alors que le titre était traité hors dividende de 0,55 dollar.

Nestlé (-0,1%) pesait sur l'ambiance, tandis que Novartis (+0,1%) se hissait dans le vert.

A l'opposé du tableau, derrière Credit Suisse (+2,3%), Roche (+1,2%) était le deuxième grand gagnant. La médaille de bronze revenait à Swiss Life (+1,1%).

En dehors du SMI, U-blox (-4,7%) a présenté ses résultats trimestriels, les recettes s'inscrivant tout juste dans la fourchette des prévisions, et a également confirmé ses objectifs pour 2023.

À Paris, le CAC 40, qui évolue sur un plus haut historique, prend 0,26% à 7.409,59 points vers 07h40 GMT. À Londres, le FTSE 100 avance de 0,26% et à Francfort, le Dax s'octroie 0,19%.

L'indice EuroStoxx 50 progresse de 0,03%, le FTSEurofirst 300 de 0,1% et le Stoxx 600 de 0,09%.

Les contrats à terme à Wall Street préfigurent une hausse de 0,14% pour le Dow Jones, mais un repli de 0,01% pour le Standard & Poor's 500 et de 0,22% pour le Nasdaq au lendemain d'une séance en ordre dispersé où seul le Dow Jones a terminé dans le vert.

La statistique des prix à la consommation (CPI) américaine pour le mois de mars est prévue à 12h30 GMT et le consensus Reu-

ters table sur une décélération du CPI à 0,2% sur un mois et à 5,2% sur un an. L'indice "core" CPI, le plus suivi par la Fed, pourrait cependant accélérer en rythme annuel à 5,6% contre 5,5% en février.

Le compte rendu de la réunion des 21 et 22 mars de la Fed est, lui, prévu à 18h00 GMT.

Ces deux publications pourraient fournir des éléments sur la trajectoire des taux alors que le marché table avec une probabilité de 66% sur un relèvement de 25 points de base du coût du crédit en mai, selon le baromètre Fedwatch.

"Les investisseurs espèrent que les données sur l'inflation de mercredi pourraient indiquer que la Fed approche de la fin de son cycle de hausse des taux", a déclaré Harry Otley, économiste à la Commonwealth

Bank of Australia.

En Bourse, la tendance positive en Europe est tirée notamment par le compartiment défensif de l'immobilier (+0,69%) avec par exemple Unibail Rodamco qui prend 1,06%, meilleure performance du CAC 40. Dans le secteur du luxe, où LVMH (+0,29%) doit publier ses résultats trimestriels après la clôture, L'Oréal cède 0,86% après l'abaissement de la recommandation de Deutsche Bank à "conserver" contre "acheter" sur la valeur.

Scor gagne 3,34% après l'annonce de ses objectifs financier et de solvabilité pour cette année.

Ailleurs en Europe, le constructeur de poids lourds AB Volvo bondit de 7,97% à la faveur d'un bénéfice record au premier trimestre.

## CAC40

## Hausse timide

La bourse de Paris grappille quelque 0,3% ce matin, autour des 7415 points, une certaine prudence se faisant ressentir avant la parution, en début d'après-midi, de la statistique de l'inflation aux Etats-Unis, toujours très scrutée.

Les économistes anticipent une hausse des prix de base de 0,4% en mars, contre 0,5% en février, c'est-à-dire la confirmation du scénario d'un ralentissement très graduel de l'inflation.

Cette relative inertie a de quoi laisser la Fed dans une position inconfortable et ouvrir la voie à

une nouvelle hausse de taux de 25 points de base lors de sa réunion du 3 mai prochain. Egalement au menu du jour, les stocks hebdomadaires de pétrole aux Etats-Unis pourraient avoir un impact sur les cours du brut, qui n'ont cessé de se reprendre ces dernières semaines.

Plus globalement, les marchés boursiers semblent désormais manquer de carburant et les investisseurs peinent à trouver de nouveaux catalyseurs pour faire monter encore les indices, alors qu'un ralentissement économique se profile.

L'objectif de court terme reste

encore et toujours de valider durablement plusieurs clôtures de séance au-dessus de la zone de 7410 à 7440 points, afin de prolonger cette séquence haussière, estiment les équipes de Kiplink.

Le démarrage de la 'saison' des publications de résultats d'entreprises, ce vendredi, pourrait peut-être permettre de sortir les opérateurs de leur léthargie. A ce stade, les analystes attendent en moyenne un repli de 6,8% des bénéfices par action (BPA) des sociétés du S&P 500 au premier trimestre, selon le consensus établi par FactSet. Dans l'actualité des sociétés

françaises, Getlink annonce qu'Europorte, sa filiale de fret ferroviaire, s'allie à Socofer, constructeur français historique de matériel ferroviaire, pour développer un projet d'hybridation des engins de traction diesel pour les locomotives thermiques.

Capgemini annonce avoir été missionné par Prométhée, l'opérateur NewSpace français de constellations de nano-satellites pour l'observation de la Terre, pour le développement du centre de mission de sa première constellation européenne Japetus.

## POUR DEUTSCHE BANK

## La valorisation de l'Oréal est déjà au taquet

La banque allemande a abaissé sa recommandation à "conserver" sur le groupe français et juge que sa valorisation prend désormais bien en compte ses qualités défensives ainsi que la réouverture de la Chine.

C'est le grand thème qui a porté les "KOHL" (Kering, L'Oréal, Hermès, LVMH), les stars du luxe et de la Bourse de Paris: la réouverture de la Chine. La deuxième économie mondiale talonne les Etats-Unis comme premier marché du luxe. La levée des dernières restrictions sanitaires dans le pays en début d'année a logiquement dynamisé les cours des acteurs du secteur.

Reste que ce catalyseur est peut-être désormais bien intégré dans les cours. Alexandre Baradez, analyste de marché chez IG France, considère que cette thématique a été "pleinement jouée" par le marché.

Deutsche Bank semble au moins d'accord sur le dossier L'Oréal. La banque d'outre-Rhin a abaissé ce mardi sa recommandation sur le géant tricolore des cosmétiques d'"acheter" à "conserver", tout en laissant inchangé son objectif de



cours, à 410 euros. Des multiples qui pourraient se retrouver sous pression.

Le bureau d'études continue d'apprécier les qualités de long terme de la société dirigée par Nicolas Hieronimus, qui devrait, selon lui, être capable de surperformer l'évolution du marché dans le cas d'un ralentissement économique aux Etats-Unis. Deutsche Bank a d'ailleurs modestement relevé sa prévision de croissance des revenus en données comparables de la société à 4,7% pour cette année, contre

4,2% dans ses précédentes estimations. Elle s'attend néanmoins à une contraction de l'activité sur le dernier trimestre de 2023 (-0,8%). Surtout, Deutsche Bank estime que les atouts de L'Oréal sont désormais bien compris par le marché. "La valorisation de la société tient largement compte de la réouverture de la Chine et des qualités défensives de L'Oréal, souligne ainsi la banque allemande. Sur la base d'un cours de 410,10 euros (la clôture de jeudi dernier), Deutsche Bank observe que l'action L'Oréal

s'échange 33,7 fois les bénéfices attendus pour 2024 contre 21,6 fois pour son secteur, c'est-à-dire les "staples", les biens de consommation, hors tabac.

Deutsche Bank s'attend à ce que ce multiple de valorisation se retrouve sous pression, l'action s'échangeant déjà avec des ratios élevés par rapport à son historique, selon elle. En conséquence, la banque allemande ne voit plus de potentiel de hausse absolu pour le titre, ce qui explique la dégradation de son conseil.

## CRÉEZ VOTRE PROPRE CHATGPT EN QUELQUES MOTS

# La promesse de Poe

*Poe, une application mise au point par le forum Quora, permet désormais aux internautes de créer leur propre intelligence artificielle. En quelques mots, vous pouvez imaginer un ChatGPT personnalisé selon vos besoins...*

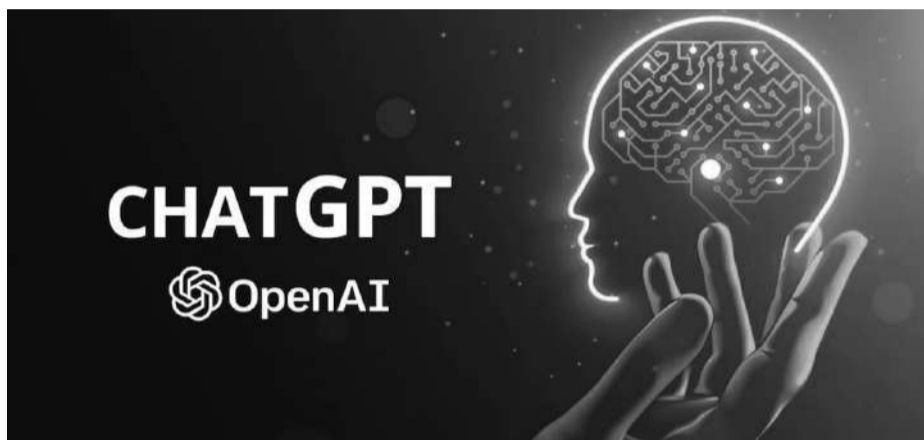
**E**n février, Quora a lancé son propre agent conversationnel, Poe. Disponible par le biais d'une application mobile et d'un site web, Poe permet à ses utilisateurs de converser gratuitement avec différents chatbots. Quora encourage les internautes à choisir l'IA en fonction de leurs besoins du moment. L'entreprise estime en effet que tous les robots ont des atouts et des inconvénients. Certains sont plus doués dans certaines langues ou dans certains domaines, comme la programmation ou l'écriture créative.

Parmi les chatbots disponibles, on trouve ChatGPT, l'incorruptible robot conversationnel, et Claude, la solution d'Anthropic. On y trouve aussi Sage, une déclinaison de GPT, GPT-4, la dernière mise à jour de ChatGPT, Dragonfly, basé sur une autre version de GPT, et Claude+, une version plus performante de Claude. Pour échanger longuement avec GPT4 et Claude+, il faut souscrire à un abonnement payant, à 22,99 euros par mois. Les autres IA sont entièrement gratuites.

### Comment créer son propre chatbot avec Poe ?

Fort du succès enregistré par son application, Quora souhaite aller encore plus loin. La société américaine permet désormais à ses utilisateurs de concevoir leur robot conversationnel en quelques instants. Un bouton intitulé Create a Bot vient en effet d'apparaître sur le site web et l'application de Quora.

Pour programmer sa propre version d'une IA, il suffit d'entrer une requête dans l'interface, comme si vous discutiez simplement avec l'un ou l'autre chatbot. Comme l'explique Adam D'Angelo, PDG de Quora, Poe s'appuie sur la requête de l'internaute et « un bot existant utilisé comme base ». Pour le moment, seuls ChatGPT ou Claude Instant, la version standard de



Claude, sont proposés comme IA de base. La programmation du robot ne prend que quelques secondes. Après avoir tapé votre requête, qui servira de base à la personnalité du chatbot, vous devrez lui choisir un nom. Une fois que c'est fait, vous pourrez directement converser avec votre création. Le robot dispose de sa propre URL unique, qui ouvre automatiquement la conversation dans l'application ou sur le site web de Poe. En quelques secondes, nous avons pu concevoir une version personnalisée de ChatGPT. Le chatbot s'appuie sur les éléments de la requête initiale pour répondre aux questions. Celle-ci guide la manière dont l'IA réagit aux demandes de l'interlocuteur. Vous pouvez par exemple créer un robot spécialisé dans un domaine, avec une personnalité précise, une façon de parler originale ou encore des réponses humoristiques. Tout est possible.

Adam D'Angelo propose notamment d'échanger avec une IA qui s'exprime comme un pirate, un chatbot qui vous aide à apprendre la langue japonaise ou un robot qui convertit tous vos messages en émojis.

Le PDG précise que les meilleurs bots créés par ses utilisateurs seront mis en avant dans l'interface. Tous les robots que vous concevez sont en effet accessibles aux autres internautes.

« Vous obtiendrez des commentaires sur la façon dont les gens utilisent votre bot, afin que vous puissiez l'améliorer au fil du temps », ajoute le dirigeant de Quora, précisant que la société prend en charge tous les coûts liés au fonctionnement de l'IA.

### Le couteau suisse de l'IA

Grâce à cette approche, Quora veut faire de Poe une application couteau suisse pour l'intelligence artificielle. Lorsque vous lancez dans une tâche, comme l'écriture d'un roman ou la création d'un site web, vous pourriez opter pour un chatbot dédié uniquement à ce projet. En clair, vous pouvez très aisément mettre au point votre propre assistant en fonction de vos besoins. L'application Poe rappelle des plates-formes comme CharacterAI, qui permet de créer un chatbot inspiré d'un personnage célèbre ou fictif, en quelques clics, ou encore Chai, qui dispose également d'une fonctionnalité de création de robots. Poe se distingue néanmoins par la justesse de ses IA. En s'appuyant sur des modèles linguistiques complets et sophistiqués, la plate-forme permet de créer des chatbots qui tiennent la route et qui ont une véritable utilité. Les IA créées par Poe s'appuient sur une immense base de données pour calibrer leurs réactions, et cette richesse d'informations est perceptible dans les échanges.

## SMARTPHONES

### Pourquoi le FBI conseille d'éviter les bornes de recharge publiques

Le FBI met en garde les utilisateurs de smartphones contre le phénomène de « juice jacking » qui peut toucher n'importe quel smartphone que l'on recharge au travers d'une borne de recharge publique.

Si vous avez déjà utilisé une borne publique pour recharger votre smartphone, vous devriez désormais y réfléchir à deux fois. Aujourd'hui, le FBI rappelle pourquoi cela représente un danger pour vos données personnelles.

### Le FBI sonne l'alerte

Le Federal Bureau of Investigation (FBI) de Denver rappelle, au travers d'un tweet, que les consommateurs devraient éviter d'utiliser les chargeurs publics que l'on retrouve dans les aéroports, les hôtels ou les centres commerciaux. L'agence fédérale en profite pour donner quelques conseils simples afin de ne pas se faire pirater son smartphone ou sa tablette.

« Évitez d'utiliser les bornes de recharge gratuites dans les aéroports, les hôtels ou les centres commerciaux. Les acteurs malveillants ont trouvé des moyens d'utiliser les ports USB publics pour introduire des logiciels malveillants et des logiciels de surveillance sur les appareils. »

Le FBI met ainsi une nouvelle fois en garde contre le « juice jacking » mis en place par les cybercriminels. Le processus est le suivant : des logiciels malveillants sont installés sur les stations de charge USB publiques pour accéder aux appareils électroniques pendant qu'ils sont en train de charger. Les malwares installés via USB peuvent ainsi verrouiller l'appareil ou exporter les mots de passe et des données personnelles. Ces dernières sont ensuite utilisées directement ou revendues en ligne.

Le problème touche aussi bien les appareils sous Android que sous iOS, même si les smartphones et tablettes d'Apple présentent une sécurité supplémentaire. En effet, les iPhone et iPad demandent à l'utilisateur s'il faut « faire confiance » à l'appareil connecté lorsque ce dernier tente de télécharger des données. Le code de l'appareil doit alors être rentré. Malheureusement, trop d'utilisateurs ont tendance à autoriser la connexion par (mauvais) réflexe.

### Des solutions simples pour éviter les problèmes

Rassurez-vous, il existe d'autres solutions tout aussi efficaces et bien plus sécurisées pour recharger votre tablette ou votre smartphone lorsque vous êtes en déplacement. Pour vous prémunir du « juice jacking », le plus évident est sans doute d'utiliser votre propre adaptateur secteur et votre propre câble de recharge, en les branchant directement au mur, comme le rappelle le FBI dans son tweet : « Emportez votre propre chargeur et cordon USB et utilisez plutôt une prise électrique. » L'autre solution consiste à utiliser une batterie externe. Ces dernières ont depuis longtemps des capacités suffisantes pour recharger vos appareils plusieurs fois. Certains accessoires profitent même de la charge rapide pour retrouver quelques précieux pourcents de batterie avant de reprendre la route.

## APPLE

### Les ventes de Mac ont presque chuté de moitié ces trois derniers mois

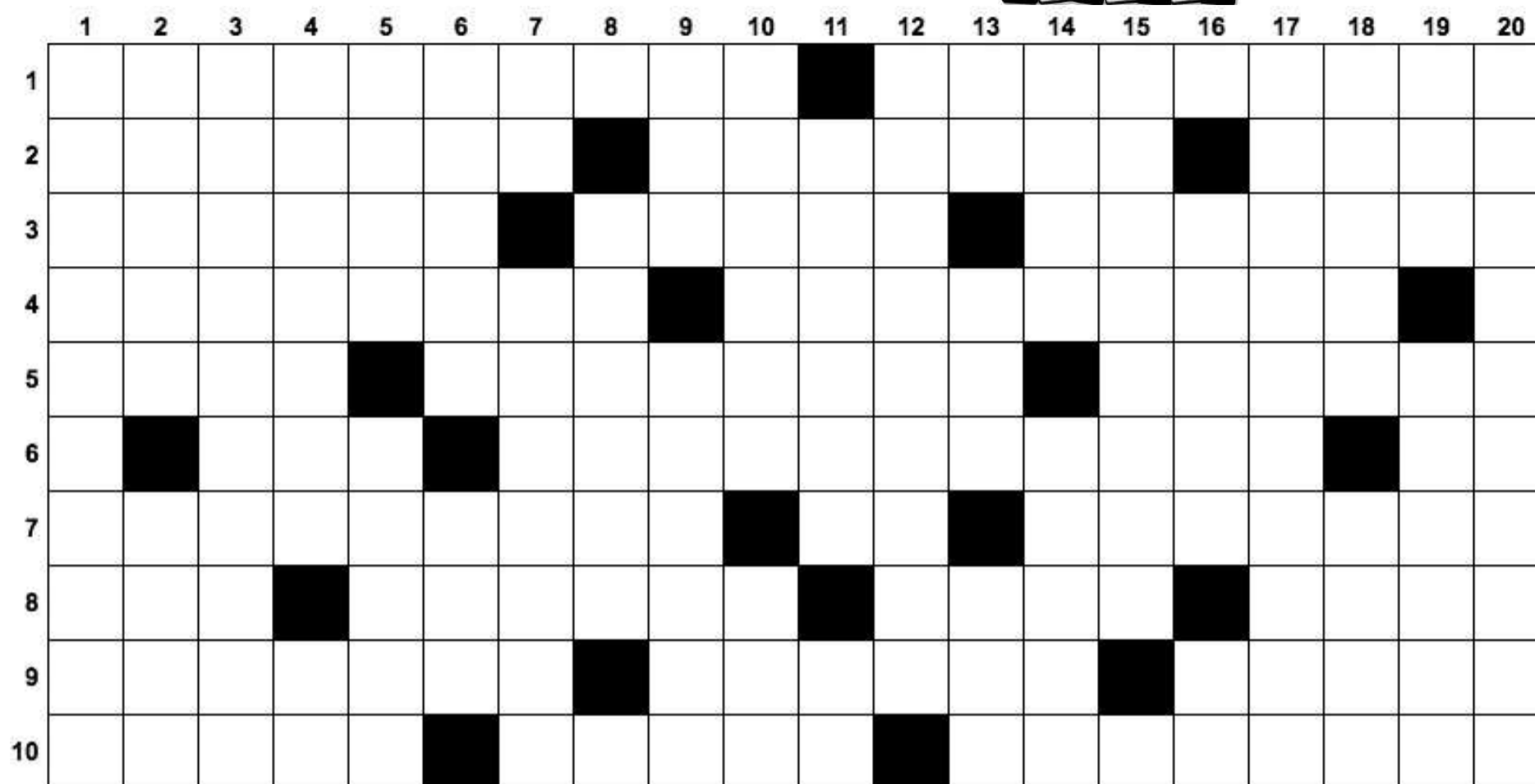
**A**pple comme les autres fabricants d'ordinateurs portables voit ses ventes de ses Mac s'effondrer ces trois derniers mois. Les causes : une demande plus faible, des excédents de stock, et le climat économique morose.

On achèterait de moins en moins d'ordinateurs personnels. Et surtout moins de Mac. C'est ce que révèle une étude du cabinet International Data Corporation (IDC) publiée le dimanche 9 avril. Selon ce dernier, les ventes de Mac ont reculé de 40,5 % ces trois derniers mois par rapport à la même période l'année dernière. La baisse monte même à 46 % selon un autre analyste, Canalys, qui a publié une étude similaire le lundi 10 avril.

En comparaison, la diminution est seulement de 29% pour les PC en moyenne, toutes marques confondues – y compris Apple –, ce qui signifie que la marque à la pomme est plus touchée que les autres par cette baisse des ventes. Apple aurait expédié au premier trimestre 2023 4,1 millions de Mac, contre 6,9 millions pour la même période en 2022. Il ne s'agit pas de chiffres officiels, mais IDC explique s'être basé sur des « données de marché détaillées » compilées « dans plus de 90 pays ».

Comment expliquer une telle baisse ? Il faut d'abord aller chercher des raisons du côté de la pandémie du Covid-19. Pendant des mois, les ventes ont explosé, et les fabricants

d'ordinateurs ont fabriqué davantage qu'à l'accoutumée. La situation serait quasi revenue à la normale, avec une demande moindre, mais des excès de stocks. Deuxième explication : les PC et les Mac restent des appareils onéreux. Et la période actuelle où le pouvoir d'achat est fortement réduit du fait de l'explosion des prix de la vie de tous les jours n'invite pas à renouveler son ordinateur personnel. C'est ce que confirme Ishan Dutt, analyste chez Canalys, cité par Les Échos ce mardi 11 avril : la baisse de la demande s'explique par « les hausses des taux d'intérêt qui continuent aux États-Unis, en Europe et d'autres marchés où la réduction de l'inflation est la priorité absolue ».



Grille 5

Horizontalement

1 Vide-poches.- Jour nouveau.2 Antilopes naines.- Il est aux petits soins pour nous.- Tireur à l'arc.3 Peintre du 'Groupe des treize'.- Affaiblissement du corps.- Tel le pétrole réservé à l'éclairage.4 Bateaux de pêche de la Côte d'Opale.- Conseils des Anciens dans la Grèce antique.5 Administré.- Relatifs à l'iris.- Homme du pays bretonnant.6 Collier de perles.- Impossible à stopper.- Oui, bien sûr.7 Mets la dernière main.- Alphonse pour Capone.- Relatif aux légumes.8 Armée féodale.- Pèlerins pas très catholiques.- Pays où on se lève avec les poules.- Vient parfois du coeur.9 Qui était donc épuisé.- Qui ne sent pas la rose.- Donc séparé (3 mots).10 Heurte le quai.- Se rétracta.- Minerai de fer le plus abondant.

Verticalement

1 Armoire à provisions.2 Est essentielle pour la lavande.- Lac abritant Monte Isola.3 M'as-tu-vu.4 Coule dans l'Alberta.- Voiture présidentielle.5 Etat du Nigeria.- Douleur.6 Personnage du livre d'A. Nothomb 'Ni d'Eve ni d'Adam'.- Il dispense un enseignement supérieur.7 Cousine d'ID.- Faire comme lulu.8 Les cols-bleus s'y retrouvent.9 Luths arabes.- Existence humaine selon Heidegger.10 Piquer un fard.- Syndicat d'instituteurs.11 Fera parler son imagination.- Sous sol.12 Ad vitam aeternam.13 Démonstratif.- Acronyme désignant le taylorisme.- Ville du Kirghizistan.14 Alouette à plumer.- Bien mûri.15 Qui peut être mis de niveau.16 Objectif à atteindre.- Organisation africaine.17 Remirent en bon état.18 Niveau supérieur d'un ouvrage de maçonnerie.- Monts Kirghizistan.19 Vaut un grade.- Fleuve qui arrose Valenciennes avant de tourner vers Tournai.20 Femme de la 'Révolution

Histoire: Les "soucoupes volantes" de Kenneth Arnold



La naissance du phénomène OVNI moderne remonte à l'observation par le pilote privé Ken Arnold de neuf objets volants de forme particulière au-dessus de la chaîne des Cascades,

dans l'État de Washington, l'après-midi du 24 juin 1947. Arnold a déclaré aux journalistes que les objets ailés ressemblant à des chauves-souris se déplaçaient comme le ferait une sou-

coupe "si on la faisait sauter sur l'eau". Il a estimé que leur vitesse était plus rapide que celle des avions à réaction les plus avancés de l'époque. Un sous-rédacteur a lancé l'expression "soucoupes volantes", et la couverture médiatique qui a suivi a déclenché une épidémie d'observations dans le ciel qui se poursuit encore aujourd'hui. Deux semaines après l'observation d'Arnold, l'armée de l'air américaine a annoncé que les restes d'une "soucoupe volante" avaient été récupérés dans un ranch, près de Roswell, au Nouveau-Mexique. Un mythe moderne est né, mais aussi une grande controverse sur ce qu'Arnold a réellement vu.



Pourquoi on dit Polar pour un roman policier ?

Que signifie « polar » ?

Le mot « polar » est apparu en France à la fin des années 1960 pour désigner un film policier. Le terme polar est formé à partir de la syllabe « pol » pour policier, à laquelle a été ajouté le suffixe « ar ». Ce suffixe « ar » n'a pas de signification particulière dans la langue française ; toutefois, il est souvent utilisé dans des mots argotiques comme bazar, canular ou malabar. Aujourd'hui, le terme « polar » désigne le genre littéraire du roman policier en général.

Qu'est-ce qu'un polar ?

En France, le terme « polars » est utilisé pour désigner les livres issus du roman policier en général. Ainsi, que l'on parle de thriller, de roman policier ou de roman noir, ils sont tous issus de l'univers littéraire des polars. Comme tout autre genre littéraire, le polar a des codes auxquels il doit se conformer. L'intrigue du roman policier est toujours centrée sur une affaire policière à résoudre. Vous retrouverez ainsi une trame de lecture similaire dans tous les romans policiers :

# La nouvelle Mini électrique va déclencher la colère des fans

*Sans trahir l'ADN de mini, la nouvelle version électrique opte pour certains choix esthétiques qui feront débat, au minimum.*



Suite à plusieurs fuites, Mini a décidé de dévoiler, en avance, les premières images officielles de sa nouvelle Mini électrique. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il y a du changement. Même si la puce de BMW reste facilement reconnaissable, certains choix de design marquent clairement le virage vers l'électrique et devraient faire réagir les puristes et autres nombreux fans de la marque. En effet, depuis la renaissance du modèle, c'est la première fois que les designers de Mini s'éloignent

autant des standards stylistiques du modèle. Si la face avant a été globalement préservée et les optiques rondes maintenues, elles ne sont plus englobées dans le capot. La forme du bouclier pourra également susciter quelques interrogations. Les passages de roues en plastique ont été abandonnés au profit d'un profil uniforme qui allonge visuellement la petite « Hatch ». Quant au vitrage, il semble former un ensemble indistinct qui sépare le châssis du toit. C'est à l'arrière que la transformation est la plus profonde. La raison ? De

surprenantes optiques en forme de flèche qui donnent un aspect très anguleux au hayon. Ces choix du constructeur britannique laissent assez peu d'espoirs sur l'arrivée d'une version 5 portes dans le futur.

## Présentation précipitée ?

Ces changements, aussi tranchants soient-ils, n'enlèvent rien à l'essentiel : la Mini reste reconnaissable au premier coup d'œil. Sa silhouette unique, son arrière qui tombe droit et ses porte-à-faux caractéristiques ont été préservés. Quant à l'intérieur, il reste

encore secret. Celui-ci est appelé à évoluer, bien entendu, mais pour l'instant, la marque propriété de BMW est parvenue à le garder secret. Côte technique, les évolutions devraient être aussi sensibles dans la mesure où la prochaine Mini va bénéficier d'une plateforme entièrement revue, issue d'une collaboration avec le Chinois Great Wall Motors. Il se murmure que cette nouvelle Hatch pourrait voir le jour en deux déclinaisons, une variante Cooper S de 184 ch et une autre, Cooper SE de 218 ch. Les batteries resteraient de taille modeste, respectivement 40 et 54 kWh. À n'en point douter, cette annonce précipitée a bouleversé les plans de BMW pour sa marque urbaine. Surprise lors du tournage d'une vidéo promotionnelle après avoir déjà été débusquée en Chine il y a plusieurs mois, la Mini 2023 ne pouvait se cacher plus longtemps. Certes, cette officialisation précipitée a empêché son constructeur de mettre en place un discours qui aurait pu justifier ces changements, mais il n'en demeure pas moins que la Mini était appelée à évoluer, que ça plaise ou non.

## FORD PUMA

### Enfin une voiture électrique abordable chez Ford ?

L'année prochaine, le SUV compact de Ford devrait passer à une version 100% électrique. Sans doute l'un des plus grands succès de Ford depuis sa commercialisation en 2019, le Puma n'aurait jamais dû connaître de déclinaison 100% électrique. La seule once d'électricité dont il pouvait se targuer se résumait à sa version micro hybride (mHEV), que nous avons d'ailleurs testée et grandement appréciée. Mais ça, c'était avant, avant que l'Ovale bleue ne revoie l'intégralité de sa stratégie pour les années à venir. Moins de véhicules, plus de personnalité et surtout une orientation zéro émission enfin assumée. Résultat des courses, le SUV compact sera, lui aussi, adapté en 100% électrique dans un restylage qui sera dévoilé dès l'an prochain.

Ce changement de motorisation s'accompagnera de quelques ajustements esthétiques. À l'extérieur, le nouveau Puma se parera d'une calandre pleine (comme de nombreuses voitures élec-

triques) de nouvelles jantes et d'une signature lumineuse spécifique. Les deux premiers changements ne sont pas anodins, ils permettent d'améliorer quelque peu l'aérodynamisme du véhicule et par conséquent sa consommation.

À l'intérieur, le SUV compact américain bénéficiera également d'une cure de jeunesse. Il faut dire que son habitacle et son petit écran ne sont plus de la première jeunesse. C'est d'ailleurs ce second élément qui devrait évoluer en priorité, Ford étant plutôt reconnu pour l'intérêt qu'il accorde à l'affichage et à l'interface.

#### Le prochain carton de Ford ?

Extérieurement, le Puma ne pouvait changer radicalement et ce d'autant plus que son design est l'une des principales raisons de son succès. En revanche, jusqu'à il y a quelques heures, il était difficile de deviner ce qu'une version électrifiée du petit SUV pouvait réserver sous le capot. Depuis,

Ford a annoncé le Ford Transit Courier son utilitaire et n'a pas fait durer le suspense en expliquant que le Puma aurait strictement la même base technique. En conséquence, il sera doté d'un moteur électrique de 136 kW (182 ch) et d'une batterie de 55 kWh ce qui équivaldrait à une autonomie de 370 km environ. Une seconde version plus sportive de 195 kW (265 ch) serait également à l'étude.

Il existe encore plusieurs inconnues sur la fiche technique du futur SUV 100% électrique, à commencer par ses capacités de recharge. Son prix aussi reste une énigme, mais il y a des raisons d'espérer. Tout d'abord, parce qu'il s'agit d'un véhicule dont le développement a déjà été en partie amorti. En outre, la version mHEV était plutôt intéressante au niveau de son tarif. Enfin, Ford se doit de frapper un grand coup sur l'entrée de gamme, s'il souhaite exister dans le marché du véhicule électrique.

## SALON DE NEW YORK

### Le Ram 1500 électrique aura une autonomie maximale de 800 km

Une architecture électrique de 800 V s'assure de l'alimentation en électricité et d'une compatibilité avec des bornes pouvant parvenir à une puissance recharge de 350 kW. Tout comme le F-150 Lightning, ce Ram 1500 REV peut alimenter des appareils électriques au moyen des panneaux intégrés à la caisse de 7,2 kW et au coffre avant de 3,6 kW.

Accélérer comme une sportive La performance en accélération d'une camionnette demeure une variable plutôt superflue, il va sans dire. Cela dit, des chiffres évocateurs peuvent frapper l'imaginaire et attirer l'attention. Sans dévoiler l'ensemble des données techniques sur sa camionnette électrique, Ram avance que la version la plus puissante aura 654 ch à sa disposition et pourra boucler un 0-100 km/h en 4,4 s. Un témoignage de plus de la supériorité de l'électrique à déplacer des gros objets excessivement rapidement.

#### L'habitacle du Ram 1500 REV 2025

Ce Ram REV demeure malgré tout un véhicule capable de travailler, avec une capacité de remorquage maximale ciblée de 6350 kg et une charge utile de 1225 kg. Ces données le placent largement devant le F-150 Lightning. Il sera toutefois intéressant d'observer la diminution de l'autonomie en fonction de la charge tractée. Sur cet aspect, son concurrent direct perd beaucoup de plumes.

Le Ram 1500 REV qui sera commercialisé à l'automne 2024. Nous aurons un portrait plus complet du produit d'ici là.

ANP :

## 4,6 quintaux de kif traités saisis aux frontières avec le Maroc

Le Ministère de la Défense nationale a livré, ce mercredi, le bilan hebdomadaire des opérations de terrain des détachements de L'ANP. La période de référence s'étend du 4 au 11 avril de l'année en cours. Dans le cadre de la lutte contre le crime organisé et contre le narcotrafic, les détachements de l'armée nationale, en coordination avec d'autres corps de sécurité, ont neutralisé 21 trafiquants de drogue et déjoué les tentatives de contrebande, par les frontières avec le Maroc, de quatre quintaux et 62 kilogrammes de kif traité et de 101107 comprimés de substances hallucinogènes.

# Les Enjeux

Quotidien national de l'économie *Eco*

Jeudi 13 Avril 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

CONSEIL DE LA NATION

## Séance plénière jeudi consacrée au vote de trois textes de loi

Le Conseil de la Nation poursuivra ses travaux, jeudi, en séance plénière consacrée au vote de trois textes de loi, a indiqué, mercredi, un communiqué de la chambre haute du Parlement.

Il s'agit du texte de la loi organique relative à l'information, du texte de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains, ainsi que du texte de loi modifiant et complétant la Loi n 04-18 du 13 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 25 décembre 2004 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants ou de substances psychotropes, conclut la même source. s suite à 104 accidents de la route, précise la même source.

RAPPORT

## Éolien et solaire ont fourni 12% de l'électricité mondiale en 2022

Éolien et solaire ont assuré 12% de la production électrique mondiale en 2022, se hissant à un niveau record, mais toujours à l'ombre du charbon, qui reste la première source d'électricité au monde, selon un rapport du groupe de réflexion sur l'énergie Ember.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, la fermeture progressive des gazoducs de Moscou et la flambée des prix qui a suivi ont poussé les gouvernements à repenser leur politique énergétique pour accélérer dans les énergies décarbonées. Combinées ensemble, «toutes les sources d'électricité propres (renouvelable et nucléaire, ndlr) ont atteint 39% de l'électricité mondiale, un nouveau re-

cord», le reste étant couverts par les énergies fossiles (gaz, pétrole, charbon), soulignent les auteurs du rapport.

Pour son quatrième rapport annuel «Global Electricity Review», Ember s'est appuyé sur des données ouvertes du secteur de l'électricité dans 78 pays représentant 93% de la demande électrique mondiale. En 2022, les énergies éoliennes et solaires ont tiré leur épingle du jeu, en atteignant «un record de 12% de l'électricité mondiale», selon ce rapport. C'était 5% en 2015. Plus de 60 pays en tirent plus de 10% de leur courant désormais. L'Union européenne mène la danse, avec 22% d'électricité d'origine renouvelable et une croissance de 24% du solaire

par rapport à l'année précédente.

Cette percée a permis de limiter le recours au charbon, qui a cependant augmenté de 1,1%, la demande d'électricité continuant à croître. «Malgré ces progrès, le charbon est resté la plus grande source d'électricité au monde, produisant 36% de l'électricité mondiale en 2022», souligne le rapport. La persistance du recours au gaz et au charbon pour répondre à la demande d'électricité a eu pour corollaire de faire «grimper les émissions (de gaz à effet de serre) à un nouveau record», de 12 milliards de tonnes d'équivalent CO2 en 2022 (+1,3%).

π

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

*Nous savons tous que le transport est le premier consommateur d'énergie fossile. Le moteur thermique est le premier consommateur de l'énergie pétrolière. A partir de là, l'arrêt de l'usage du moteur thermique en Europe va avoir de grandes conséquences sur l'industrie pétrolière et gazière.*

**L**e pétrole et le gaz représentent plus de 30% des consommations d'énergie totale dans les transports (moteurs thermiques et électriques). Avec la fin du moteur thermique, décidée par l'UE à l'horizon 2035, nous allons vers une réduction drastique de la demande des énergies fossiles. Que deviendront les productions de ces énergies ; les excédents de l'offre sur les marchés entraîneront, par conséquent, une

## La décision de l'UE d'arrêter la production et l'usage du moteur thermique en 2035

baisse permanente des prix. Le tiers de la production des hydrocarbures (si on garde la tendance actuelle de la structure de consommation de l'énergie) ne trouvera pas de débouchés. La décision de l'UE n'est pas motivée seulement par des considérations écologiques ou environnementales (réduction des émissions de CO2) mais aussi par des considérations de sécurité énergétique et de dépendance au marché des hydrocarbures. Une telle décision doit concerner plus les pays exportateurs d'hydrocarbures que les pays consommateurs. S'il y a des substituts à l'énergie fossile, il y a moins de possibilités de trouver des substituts aux marchés européens et à l'usage du pétrole et du gaz comme combustibles pour le transport. Les pays producteurs d'hydrocarbures doivent réfléchir sérieusement à l'après 2035.

D'autres pays non producteurs d'hydrocarbures vont suivre la décision de l'UE pour les mêmes raisons.

La fin du moteur thermique aura aussi des implications en termes de fabrication des véhicules thermiques même à destination des pays non producteurs d'automobiles et autres moyens de transport à combustion thermique. Il y aura fatalement un effet « boule de neige ».

Le secteur des hydrocarbures sera lourdement affecté. Le risque de voir les prix chuter fortement est réel et la perspective de voir la production baisser est certaine. C'est maintenant, et pas demain, de tracer une vision avec des scénarii et des options quant aux usages futures des hydrocarbures, aux nouveaux marchés et aux autres implications en matière de développement économique et social des pays à

forte dépendance aux hydrocarbures, dans un horizon de 20 ou 30 ans.

L'enjeu est de taille, les risques le sont aussi pour notre futur à moyen et long terme ; car la sortie de la dépendance des hydrocarbures de notre économie demande du temps, de l'ingénierie, de la vision, de la préparation et la diversification de notre économie est encore balbutiante, plombée par la désindustrialisation du pays et dont l'effort de ré industrialisation doit être entrepris sans délai pour ne pas aggraver le retard. Ce sont ces questions et d'autres de même importance que les études prospectives sont destinées et qui les traitent selon une démarche à la fois heuristique et planificatrice. La prospective est une fonction éminemment politique (au sens stratégique) et doit être inscrite dans les missions de l'Etat.